

REGARD

regard.ro

Regard 77
15 décembre – 15 mars 2017
15 lei





Nouvelle Renault MÉGANE Sedan Technology for success



Avec **MULTI-SENSE**[®], chaque voyage est différent, adapté à ton style.
Et avec **R-LINK 2**, le système multimédia connecté et intuitif, tu contrôles toutes les fonctions de la voiture depuis l'écran tactile. L'espace et le confort sont maintenant redéfinis, grâce aux sièges ayant la fonction de massage, au pavillon panoramique et au système d'ouverture automatique du coffre, « Magic Trunk Access ».
Tout, pour transformer tes voyages en expériences inoubliables.

Nouvelle Renault Mégane Sedan. Émissions de CO₂ : de 95 à 142 g/km. Consommation (en cycle mixte) : de 3,2 à 6,3 l/100 km. Émissions et consommation NEDC. La signature de l'éditeur à titre de présentation. Pour plus de détails, on te donne rendez-vous dans le réseau de concessionnaires Renault ou sur le site www.renault.ro.



AVEC EUX

L'école est à une centaine de mètres d'un grand boulevard du centre de Bucarest, cachée derrière une barre d'immeuble. Un peu d'espace vert l'entoure, la préserve. Accueilli par une jeune professeur, je rentre dans la salle de classe, les élèves sont encore dans la cour de récréation. Du tableau noir aux cartes géographiques tapissant les murs, rien ne différencie l'endroit de ce que j'ai connu, un peu plus jeune. L'enseignante ne pourrait être plus aimable, on me propose du café, des biscuits, du chocolat. Les cris dans le couloir se font plus intenses, les adolescents arrivent. Très vite, ils s'assoient, le chahut fait place au silence, la jeune professeur me présente. Ils me regardent, étonnés de cet étranger venu leur parler de journalisme. Attentifs, impassibles. Je commence ma petite présentation en soignant chaque mot, en variant les sujets, j'essaie aussi de les faire rire un peu. Plus tard, les questions fuseront, courtes, directes, sans introduction pompeuse. Je sens les personnalités, l'introverti, la joyeuse, le joueur, la sérieuse. Les journaux et revues *Regard* circulent dans la salle, un élève fronce les sourcils en lisant l'un de mes derniers éditoriaux sur cet homme de Pângărați qui ne fait rien d'autre que d'observer la nature. Il est temps de partir, je leur dis au revoir. Le lendemain, la jeune professeur m'écrit pour m'inviter à revenir. Je le ferai certainement, touché par ces regards, ces voix douces, ces questions qui sont de vraies questions. Et ces grands sourires qui voulaient dire merci.

Laurent Couderc

Laurent Couderc



Dessin de couverture : Georgian Constantin

RENCONTRE
Levente Molnár / 4

SOCIÉTÉ
L'espoir d'écrire l'histoire / 10
Apprendre à comprendre / 14
En attendant Midas / 18

À LA UNE
Là-bas, dans le Maramures / 38

HORS FRONTIÈRES
Toujours un peu soviétique, mais pas seulement / 68
Nouvelle vie en Moldavie ? / 79
Chemins d'Hongrois / 83

Levente en visionnage

Propos recueillis par Benjamin Ribout
Photos : Virgil Mlesniță

Le rôle d’Abraham Warszawski dans *Le Fils de Saul* du Hongrois László Nemes l’a révélé aux yeux du monde entier, le film remportant en 2015 le Grand Prix du festival de Cannes ainsi que l’Oscar du meilleur film étranger. À quarante ans, Levente Molnár n’a rien d’un acteur pressé. Homme de théâtre et de cinéma, il livre ici un regard singulier sur son métier, sa ville et son pays.

Regard : Quels ont été les débuts de l’acteur Levente Molnár ?

Levente Molnár : J’ai étudié à la Faculté de théâtre de l’Université de Cluj dans la classe d’András Hatházi (grand acteur originaire de Braşov, ndlr). Mais il n’y a pas vraiment de règles, en Roumanie comme ailleurs, on peut se former dans plusieurs endroits, ce métier est avant tout vocationnel. Enfant, je n’ai jamais rêvé d’être comédien. Puis, en 1997, à Satu Mare où je vivais, j’ai vu une annonce dans un journal ; le théâtre de Gheorgheni embauchait des acteurs, même non professionnels. Cela m’a semblé intéressant, je suis parti en autostop faire un essai et j’ai été pris. Ils ont dû considérer que ma folie était compatible avec la leur.

Ce genre d’annonce était-elle monnaie courante à l’époque ?

Je ne crois pas. À Gheorgheni, j’ai passé une année extraordinaire, notamment avec la troupe « Figura Stúdio » fondée en 1984 par László Bocsárdi, une niche expérimentale. Il n’est pas simple de satisfaire les besoins culturels d’une petite ville en combinant des degrés d’exigence élevés. László Bocsárdi et les gens qui ont formé ce noyau se sont ensuite déplacés à Sfântu Gheorghe pour créer une autre institution théâtrale qui aujourd’hui fonctionne bien ; même chose à Târgu Mureş. Il y a une vraie dynamique dans ces lieux, avec des jeunes influencés positivement. Pour revenir à mes années à Satu Mare, j’ai toujours été impliqué dans toutes sortes de choses, notamment pendant les années 1990 ; l’organisation de la

journée de la jeunesse, le festival de poésie, de folklore, de musique classique. Il n’y a pas à rougir de ces années-là, il y avait une réelle énergie et une soif de connaissance. Le pays venait de traverser un désert, on ressentait un grand besoin d’oxygène et d’évasion. Puis, à partir de 2002, je suis entré au Théâtre magyar d’État de Cluj, auquel je me sens très attaché. Chaque soir, je me dis que je vais arrêter, et tous les matins j’oublie mes résolutions (rires).

Comment observez-vous l’évolution de ce Théâtre ?

On parle d’un lieu qui existe depuis 1792, c’est le plus vieux théâtre en langue hongroise au monde. Je suis honoré de prendre part à son histoire. Selon moi, il s’agit d’une institution repère, pas seulement pour le théâtre hongrois ou roumain, mais pour le théâtre européen en général. Ceci dit, j’aimerais aussi que d’autres choses démarrent, comme un programme de résidences d’artistes internationaux.

En tant qu’acteur de cinéma, comment jugez-vous la ville de Cluj ?

J’aimerais tellement que plus de films se fassent à Cluj. Au début du siècle dernier, certains réalisateurs faisaient venir de France tout un savoir-faire pour tourner ici, et ces films étaient diffusés dans le monde entier. Le réalisateur du célèbre *Casablanca*, Michael Curtiz, originaire de Budapest, a lui aussi fait un film à Cluj, avant de passer au théâtre. Il y avait une vraie industrie. Mais je ne voudrais pas faire de comparaison, aujourd’hui aussi on fait du cinéma à Cluj. Un réalisateur japonais a récemment tourné ici. L’année dernière, Radu Mihăileanu a filmé à Cluj une

Organisée par le Théâtre magyar d’État de Cluj, la 5ème édition du festival « Interferențe » a eu lieu à cheval entre fin novembre et début décembre dans la grande ville transylvaine (voir l’article sur cet événement dans le précédent numéro de *Regard*). Impliqué dans son élaboration, le comédien Levente Molnár nous a reçus entre deux ateliers au centre culturel Casa Tiff.



partie de son dernier film, *L'histoire de l'amour*. Le TIFF (festival international de cinéma à Cluj, ndlr) est devenu une référence, et nous avons plusieurs écoles de cinéma. Il y a aussi un projet de construction de studios dédiés aux arts créatifs, j'espère que cela va devenir un vrai incubateur. Le grand avantage de Cluj est d'être à égale distance de Bucarest et de Budapest. Elle se trouve au carrefour d'influences culturelles diverses, c'est vraiment une ville multiethnique.

« Si un autre pays pense
pouvoir mieux s'adapter aux
grands écarts qu'ont dû subir
les pays d'Europe de l'Est,
je l'invite à essayer. »

Et que pensez-vous de cette Europe « multiethnique » qui décidément ne se fait pas...

Il va falloir que nous changions de mentalité, pour notre bien. J'ai un problème avec l'attitude de l'ensemble des pays d'Europe de l'Est. J'en conviens, la crise des migrants est un sujet sensible à cause de Schengen et de la sécurité nationale. Mais les Roumains font preuve d'une hypocrisie incroyable. Rappelons que des millions de personnes ont quitté ce pays pour aller travailler ailleurs. Est-ce normal qu'un Roumain ayant vécu plusieurs années en France dise qu'il ne veut pas voir d'étrangers dans le besoin en Roumanie ? Selon moi, c'est aberrant.

D'autant que la Roumanie ne s'est pas trouvée sur la route des migrants...

Exactement. Vous aurez remarqué qu'une fois à l'étranger, la plupart des Roumains se mettent d'un coup à respecter toutes les règles. Or, dès qu'ils sont chez eux, ils ne se respectent même plus eux-mêmes. Je ne le comprendrai jamais. C'est ta maison, ton quartier, ta ville, ton voisin, ton pays, et ainsi de suite. Tout cela est là pour toi. Comment peut-on jeter du plastique en pleine forêt ?

Vous avez bien une explication...

Pas vraiment, je pense seulement que cela vient de notre histoire. Quand je vais à l'étranger, je me dis qu'il est fabuleux de vivre dans un monde qui n'a pas eu à subir autant de changements si radicaux et si systématiques. En Grande-Bretagne ou en France, le système est plus ou moins le même depuis plusieurs siècles. Les structures sociales

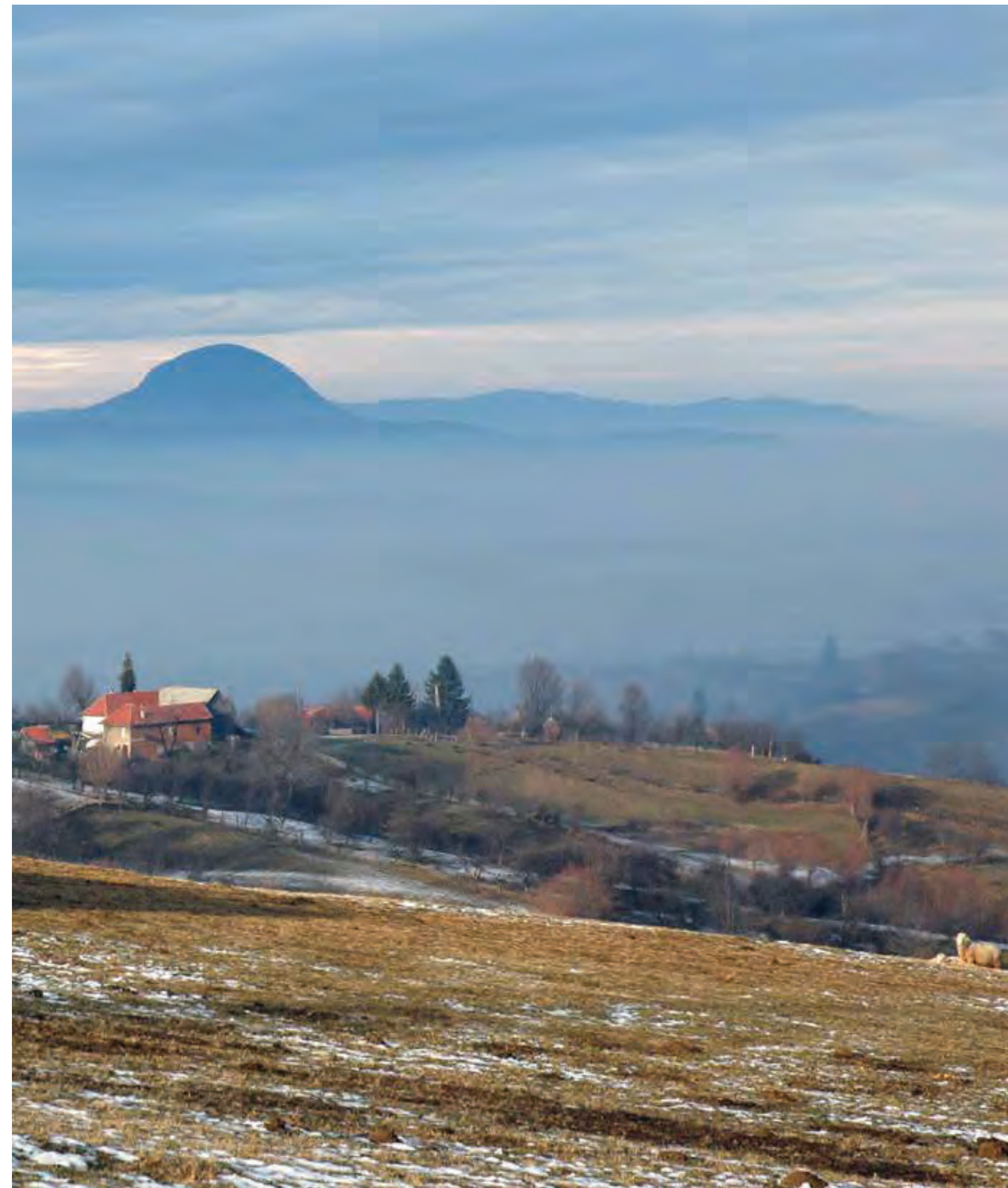
ou les valeurs n'ont pas été renversées à répétition. Ce fut tellement difficile de survivre en Europe de l'Est. Regardez ce qui s'est passé depuis 100 ans, des changements de régime à la pelle avec, à chaque fois, des règles et un rapport à l'autre complètement bouleversés. Nous sommes passés du communisme au capitalisme, puis à l'UE où nous avons dû ingurgiter des tonnes de nouvelles règles sans trop savoir pourquoi. Si un autre pays pense pouvoir mieux s'adapter aux grands écarts qu'ont dû subir les pays d'Europe de l'Est, je l'invite à essayer. Et à juger ensuite.

Quel regard portez-vous sur le temps présent, ici en Roumanie ?

C'est une période faste et rare. Je ne sais pas si un tel horizon a déjà existé. Nous nous trouvons face à un énorme besoin de développement avec des perspectives positives. Le contexte est génial : l'entrée dans l'Otan, l'UE et l'accès aux fonds européens, la liberté de mouvement et, surtout, la liberté d'expression, que l'on banalise trop, sans doute. Il me semble que le terme de société civile est utilisé de manière galvaudée. La société civile, c'est tout le monde. Il faut savoir exprimer son avis, et pas seulement quand un ennemi se dresse devant nous. Il y a un tel analphabétisme civique dans ce pays... Le point de vue de tous devrait pouvoir s'exprimer sans ce conflit perpétuel. Notre plus gros problème s'appelle l'éducation, que ce soit à l'école ou à la maison. La manière de se comporter, le mégot de cigarette que l'on jette dans la rue, etc. Encore une fois, on ne se respecte pas assez, cela vient sans doute de ce que l'on a vécu.

Revenons à vous et à votre carrière, que se passe-t-il de nouveau ?

J'ai eu une première il y a deux jours en Hongrie à laquelle je n'ai pas pu assister. Le film s'appelle *Szürke senzik* et a été réalisé par István Kovács l'an passé. Je vais aussi avoir un tournage à Budapest bientôt. En vingt ans, j'ai seulement fait quelques longs-métrages. Par contre, je tourne chaque année au moins un court-métrage avec un réalisateur étudiant. J'aime être au contact de la nouveauté et lire des scénarios. En plus du théâtre et du cinéma, je travaille aussi dans la production. J'ai été directeur de casting sur *The Fixer* d'Adrian Sitaru. Pareil pour *L'Histoire de l'amour* et le film japonais tourné ici. C'est un hobby un peu bizarre car c'est très prenant. Je travaille par ailleurs à « Interferențe » et pour le TIFF. Depuis *Le Fils de Saul*, j'ai reçu pas mal de propositions, mais je n'ai pas l'intention de faire des films pour l'argent ou la célébrité. Petite parenthèse : depuis Cannes, sans l'avoir voulu, j'ai désormais un agent en Grande-Bretagne. Ceci dit, je n'ai jamais eu de propositions d'un studio américain et je ne vais pas courir après. Cela me va aussi très bien de m'occuper des invités à « Interferențe » et de leur demander s'ils préfèrent de l'eau plate ou de l'eau gazeuse (rires)... Il faut garder les pieds sur terre, c'est tellement important.



Début décembre, dans la commune de Sohodol, à l'est de Bran, lors de la récolte des derniers foin de l'année. Au loin, les monts Măgura Codlei.

Corina Eredenta Moldovan-Florea



L'espoir d'écrire l'histoire

Texte et photo : Aline Fontaine

Après le départ de Nicolae Ceaușescu, le 22 décembre 1989, les Roumains se croyaient libres. Pourtant, les jours suivants, près d'un millier d'entre eux ont trouvé la mort dans des circonstances encore mystérieuses aujourd'hui. Pour la première fois, la justice a ouvert une enquête pour « crimes contre l'humanité » dans le but d'identifier les responsables de ces événements et soulager les familles des victimes.

Depuis vingt-sept ans, Elena Băncilă conserve une petite tasse dans un sac plastique. « *C'est dans celle-là que mon fils a bu son dernier café. Regardez, on y voit encore les traces de ses lèvres* », dit-elle d'une voix étranglée, en montrant la pièce. Contrairement à d'habitude, ce 22 décembre 1989, cette mère n'a pas lavé la vaisselle aussitôt. « *J'ai pensé que j'allais le faire au retour de Bogdan, comme si je sentais que quelque chose allait se passer. Je ne l'ai jamais nettoyée.* »

La veille, avec des milliers d'autres personnes, Bogdan, alors âgé de 21 ans, était sorti dans les rues de la capitale pour crier « *À bas Ceaușescu !* ». Ce dernier avait fini par s'enfuir. Le soir du 22, « *convaincu que la nouvelle démocratie était en danger* », se souvient Elena, son fils répond à l'appel du « Front du salut national » d'aller défendre le bâtiment de la télévision nationale. Là-bas, des généraux de l'armée et d'anciens collaborateurs du dictateur ont établi leur siège et leur nouveau pouvoir. « *Ils ont*

demandé aux habitants de venir sans arme pour contrer des soi-disant terroristes. En voyant partir Bogdan, je n'étais pas rassurée vu l'état dans lequel il était rentré après la première journée de manifestation, les mains toutes abîmées à cause du gaz lacrymogène. Mais il m'a lancé : "Chacun a un train à prendre dans la vie, le mien vient maintenant" », raconte la petite femme blonde. Sur place, un climat de guerre civile règne, Bogdan reçoit deux balles, l'une dans le ventre, l'autre dans le cœur.

Classé sans suite

Au bout de quelques heures, sans nouvelles de son fils, Elena se met à courir les hôpitaux. Rien. Le 23, elle reçoit un appel de l'hôpital Colentina. Son fils est dans le coma, il a eu une hémorragie externe et interne et doit être transféré dans un autre établissement. Le 24, Elena s'apprête à aller chercher son fils pour fêter Noël, mais un coup de fil l'arrête. Ce n'est pas la peine, Bogdan est mort.

Comme ce jeune garçon, 942 personnes ont perdu la vie après le 21 décembre dans le pays. « *Pourquoi ont-elles été sacrifiées ? Ceaușescu était parti, le pays était libre, la révolution était finie. Elles n'auraient pas dû mourir. Les responsables de ce coup d'État ont volé ces vies* », s'énerve Elena.

Après avoir mené sa propre enquête, cette mère dépose une plainte en 1991. Elle y glisse la fiche médicale du décès de Bogdan attestant le diamètre des balles qui l'ont touché, convaincue qu'elles appartiennent à l'armée. En 1999 seulement, elle apprend que le « dossier de la télévision » a été classé sans suite quatre ans plus tôt. Elena écrit alors au Procureur général pour relancer l'affaire. Sans réponse.

Faute d'explication judiciaire, Elena s'attelle à entretenir la mémoire de son fils et des victimes par tous les moyens. De la municipalité de Bucarest, elle obtient qu'une trentaine de rues portent le nom de défunts. Jusqu'à peu, avant de se retirer à la campagne, Elena a ainsi habité rue du « héros Șerban Bogdan Stan ». Auprès du musée militaire, elle insiste pour qu'un espace soit dédié aux victimes de la « révolution » avec des objets personnels des civils tombés. Et surtout, elle lutte pour l'aménagement du cimetière des « héros de la révolution ».

Qui sont ces « héros de la révolution » ? Cette notion galvaudée par des interprétations varia-

bles entretient la confusion dans les esprits. Dans le cimetière, des civils reposent aux côtés de jeunes militaires et de généraux multi-étoilés.

Ion Barbu vient souvent se recueillir devant la tombe de son fils qu'il a décorée d'un bouquet de fleurs multicolores. Mihai aussi est mort le soir du 22 décembre devant la télévision



Quel que soit votre business, ENGIE vous fournit l'énergie dont vous avez besoin.

nationale. Parachutiste de 17 ans, il est réquisitionné pour protéger le nouveau gouvernement auto-proclamé et meurt ce soir-là. Pourquoi ? Comment ? Son père ne le sait pas. « On m'a simplement appelé d'un hôpital pour m'avertir de son décès », lâche-t-il, un brin abattu.

Comment, son fils, étant militaire, a pu faire partie des victimes ? Ion a son explication. « Ce n'est pas de la faute du nouveau gouvernement, il nous a libérés, il n'y a pas eu de coup d'État. Ce sont des étrangers venus pour le déstabiliser qui ont tiré. » L'homme aussi voudrait que lumière soit faite sur les événements. « Le Parquet militaire nous a convoqués dès le printemps 1990, mais ils nous ont dit qu'il fallait laisser le temps aux recherches. » Depuis, ce père attend. Après quelques hésitations, il concède, tout bas... « Je crois qu'ils ont laissé passer le temps pour pouvoir un jour fermer le dossier. Notre erreur a été d'élire Iliescu président en 1990 ; à ce moment-là, on aurait pu changer la situation et éviter tout ce mystère. »

Vous savez, quand notre fils est mort, on nous a dit que c'était mieux de n'en parler à personne. On nous a dit que ça pourrait nous causer des problèmes. »

À quelques mètres de là, comme chaque jour, les Bărbulescu transmettent leurs pensées à leur fils Marius décédé à Timișoara le 25 décembre pendant son service militaire. Le père fuit l'échange et demande à sa femme de le suivre, mais cette dernière reste. Discrètement, elle vide son sac. « Vous savez, quand notre fils est mort, on nous a dit que c'était mieux de n'en parler à personne. On nous a dit que ça pourrait nous causer des problèmes. Apparemment, des gens extérieurs seraient responsables, mais qui sait la vraie vérité ? », lâche-t-elle, avant de courir rejoindre son époux.

La « vraie vérité », c'est à la justice de l'établir, d'après l'avocat de l'association 21 décembre 89 qui défend les familles des victimes civiles. « Elles cherchent des explications depuis 27 ans, sans en trouver. En face, il y a ceux qui ont gardé le

pouvoir pendant des années et eu accès aux médias de masse pour communiquer leurs idées à la majorité ou faire pression. Mais les juristes doivent maintenant trancher, ils sont les seuls en mesure de le faire », assure Ionuț Matei qui attend beaucoup de la nouvelle enquête lancée pour « crimes contre l'humanité », début novembre.

Cette décision est sans précédent. Alors que la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) somme la Roumanie depuis 2010 de mener une enquête « immédiate, complète, impartiale », le Parquet militaire a fermé le dossier en octobre 2015. Les plaignants, dont fait partie Elena Băncilă, ont protesté et le président de l'association des victimes s'est adressé, à titre individuel, au nouveau Procureur général adjoint pour qu'il revienne sur la décision. Regrettant le néant judiciaire sur la question de l'après 21 décembre, Bogdan Licu, récemment arrivé à la Haute cour de cassation et de justice, a accepté. Entre 1990 et 2004, 800 dossiers de plainte avaient été classés sans suite. Depuis, l'affaire avait vadrouillé entre différents parquets, sans aboutir.

« Enfin quelqu'un a le courage de faire appliquer la loi », pense Teodor Mărieș, le président de l'association 21 décembre 89. Même si pour lui, l'enquête devrait être confiée à une direction indépendante, composée de professionnels militaires et civils. « Nous n'avons aucune confiance dans le Parquet militaire, longtemps conduit par des héritiers de cette époque. Pour le moment, seul le président Iohannis soutient cette idée de commission, le Procureur n'y a pas donné suite », détaille le militant.

L'association, quant à elle, va continuer à déposer des dossiers auprès de la CEDH, au cas où. « Tant que nous avons des cas à l'étude là-bas, la justice roumaine ne pourra pas refermer le dossier. Et comme nous doutons de sa volonté, nous préférons prendre cette mesure de sécurité », explique Ionuț Matei.

Quant aux familles des victimes, elles sont prêtes à venir témoigner devant les juges du Parquet militaire. « Bien sûr que c'est tard, beaucoup de coupables sont décédés depuis, et Iliescu a plus de 80 ans aujourd'hui, il ne fera pas de prison, mais ça m'apaiserait de le voir jugé. Les assassins moraux sont les plus importants, et eux sont restés », conclut Elena Băncilă. À la barre, elle viendra avec les vêtements que portait son fils le jour de sa mort : son pantalon, encore taché de sang et sa veste, criblée de balles. Elle aura une seule requête : déterrer son fils pour récupérer les balles qui l'ont touché. Elle est persuadée qu'ainsi, la justice pourra remonter jusqu'aux responsables de ces crimes.



SÉCURITÉ ET MOBILITÉ QUELLE QUE SOIT LA RIGUEUR DE L'HIVER

LE PNEU MICHELIN *Alpin 5*
UNE EXCELLENTE SÉCURITÉ ET MOBILITÉ SUR SOL MOUILLÉ ET SUR LA NEIGE*

MICHELIN
Total Performance

Plus de performances réunies grâce à des technologies de pointe MICHELIN

MICHELIN
Une meilleure façon d'avancer

*TÜV SÜD and Applus IDIADA entre 2013/11 et 2014/03 sur les dimensions 225/55R17 & 205/55R16 comparé à son prédécesseur.



Camelia, au centre de la photo avec le chapeau noir, Adrian à sa droite, et Liviu à l'extrémité gauche, accompagnés de soutiens à la sortie de la Cour constitutionnelle, le 27 octobre dernier.

Apprendre à comprendre

Texte et photo : Aline Fontaine

L'histoire d'Adrian Coman et de Clai Hamilton, ce couple homosexuel qui demande la reconnaissance de son mariage en Roumanie – voir l'article « Genre de droit » du précédent numéro de *Regard* –, passionne les médias mais attise surtout l'hostilité d'une partie de la population opposée à leur mariage. Le regard des parents d'Adrian, premiers soutiens et témoins, invite la société à s'interroger.

Adrian scrute l'horizon de la rue Lirei. À quelques heures de sa deuxième audience devant la Cour constitutionnelle de Bucarest, le 27 octobre, il s'apprête à retrouver ses parents. Depuis que leur fils a entamé sa procédure judiciaire en 2012, Liviu et Camelia Coman sont de tous les combats. « *Je me sens plus en sécurité avec eux. C'est ça la famille, ne pas être seul quand tout le monde est contre vous. La famille est un refuge où se retrouver, se sentir à l'aise* », se rassure Adrian.

Son père et sa mère arrivent enfin, endimanchés. Après quelques étreintes, les trois s'abritent à l'étage de l'association Accept. Adrian l'a fondée il y a dix-huit ans pour défendre les droits des homosexuels en Roumanie. C'est ici qu'il se réunit avec ses parents avant chaque audience. Indéniablement, cette affaire les a rapprochés et soudés.

« *Adrian et Clai se sont lancés dans cette démarche un peu grâce à nous*, soutient Liviu après que son fils soit descendu préparer son plaidoyer. *Il fallait accepter leur histoire et passer par ce mécanisme interne de compréhension. Notre présence aux côtés d'Adrian est inédite pour beaucoup de personnes, tous les parents ne réagissent pas comme nous.* »

La mère d'Adrian a appris la première que son fils était homosexuel, en 1996. Elle avait 48 ans, lui, 24 ans. « *Cela faisait huit ans qu'il sentait être différent mais ne trouvait personne*

avec qui en parler. Je suis sûre que toutes ces années, il a vécu dans la crainte, sans oser le dire à personne, même pas à moi », avoue Camelia. Le jour où son fils est venu la trouver pour lui dire qu'il avait quelque chose à lui annoncer, elle a tout de suite compris. Depuis sa tendre enfance, elle le savait introverti, introspectif, quelque chose se passait. « *Je doute qu'au début il ait vraiment pris conscience de son orientation sexuelle. Sous Ceaușescu, nous n'avions aucune information à ce sujet, et s'il l'avait affichée, il aurait été enfermé sur le champ* », ajoute-t-elle. Elle non plus n'avait pas les connaissances nécessaires, mais elle a immédiatement accepté la nouvelle.

Ce fut un peu différent pour le père, rattrapé par l'événement. En 2000, Adrian luttait pour la dépénalisation des relations homosexuelles en Roumanie. À cette occasion, il est apparu sur un plateau de télévision, et Liviu l'a vu. « *J'ai d'abord été consterné, je n'étais pas prêt. Quand j'ai revu Adrian, je lui ai posé deux questions : "Es-tu heureux ?, Vous vous aimez ?"* Les deux réponses ont été positives. *Cela m'a suffi pour me détacher de toute autre question* », raconte-t-il. Dans son processus d'assimilation, ce père s'est d'abord attelé à ôter la notion de sexualité de son esprit. « *Comme dans toute relation, le début peut être marqué par l'attirance physique, mais à partir d'un certain âge, la relation évolue. Les gens restent unis et sont peut-être plus fidèles, plus dévoués l'un à l'autre. Je me suis rendu compte que mon fils*



DÉCOUVREZ la qualité du café obtenu par créativité!

LE CAFÉ N'EST PAS QUE NOIR
www.dolce-gusto.ro

Profitez d'un café parfait, préparé avec la nouvelle machine NESCAFÉ® Dolce Gusto® DROP. Le design inspiré par une goutte de café, la technologie moderne et la pression jusqu'à 15 bars vous offrent une expérience parfaite!

De nos audacieux cafés espresso jusqu'aux chocolats chauds qui cajolent vos sens et aux cafés latte macchiato appétissants qui impressionnent chaque fois avec les trois couches, les boissons NESCAFÉ® Dolce Gusto® sont conçues de telle sorte que chaque goutte inspire la qualité et le style. Visitez et commandez sur www.dolce-gusto.ro!




était épanoui, serein, qu'il était aimé par quelqu'un avec qui il passait ses soirées, ses week-end, avec qui il avait des amis. Ces composantes m'ont fait réaliser qu'Adrian et Clai étaient faits pour constituer une famille », explique Liviu.

Pour les parents, la volonté de se marier exprimée par les deux hommes en 2010 s'inscrivait dans la continuité, après huit années de vie commune. De fait, Adrian et Clai ont pu s'unir en Belgique, mais en Roumanie, leur mariage n'est pas reconnu par le code civil et les deux époux ne peuvent s'établir dans le pays en tant que tels.

Quand j'ai revu Adrian, je lui ai posé deux questions : "Es-tu heureux ?, Vous vous aimez ?" Les deux réponses ont été positives. Cela m'a suffi pour me détacher de toute autre question. »

« Ce n'est pas juste, tous les hommes ont des devoirs mais aussi des droits, et ils doivent avoir les mêmes droits que nous tous parce qu'ils ne demandent rien d'autre, et ne font de mal à personne », regrette la mère d'Adrian, de sa douce voix. Savoir que leur enfant n'est pas protégé par la législation de leur pays est douloureux. « Je ne vois rien qui les empêche de s'unir, et

surtout rien d'ordre moral, estime Liviu. À ce moment-là, on pourrait remettre en cause bien des mariages hétérosexuels. »

Outre les obstacles législatifs, Camelia et Liviu doivent aussi se confronter à une société peu encline à accepter leur fils. Les fondateurs de l'initiative Coalition pour la famille ont d'ailleurs lancé une pétition afin de « renforcer » la Constitution. Selon eux, cette dernière ne doit pas seulement garantir qu'une union concerne « deux époux », mais « un homme et une femme ». Près de trois millions de personnes ont manifesté leur intérêt pour la tenue d'un référendum, une idée que les responsables de tous les partis soutiennent. Il est annoncé pour le mois d'avril.

« Le mariage n'est pas une histoire d'amour, maintient Ioan Solea, membre-fondateur de la Coalition. N'importe qui peut s'aimer, mais le mariage a une raison d'État. Son intérêt est de procréer et de perpétuer la race humaine, or les homosexuels ne peuvent pas procréer. » Bien que ce dernier s'en défende, cette initiative scellerait sûrement le sort d'Adrian et Clai et de tous les autres couples homosexuels aspirant au mariage.

Cette « contre-révolution » déçoit la mère d'Adrian... « Dès qu'on aborde un sujet nouveau, quelqu'un doit toujours s'opposer. De l'antagonisme, rien de bon ne sort. Il faut avoir un peu de tolérance ou au moins essayer d'écouter l'autre. Je soupçonne que ceux qui poussent les gens dans la rue se basent sur

des préjugés ou de vieux concepts qu'ils répandent chez des personnes peu instruites. »

Ioan Solea admet lui-même ne pas avoir rencontré d'homosexuels avant de commencer à haranguer les foules. Mais sûr de ne pas être intolérant, il ne comprend simplement pas « qu'on puisse brusquer une institution utile à l'humanité ». L'Église orthodoxe et les autres confessions sont, elles aussi, contre cette évolution. Le dimanche précédent la deuxième audience d'Adrian et Clai devant la Cour constitutionnelle, 8 000 personnes se sont rassemblées à Oradea. Popes, prêtres et pasteurs se sont eux relayés à la tribune pour rappeler l'importance de la famille traditionnelle. Une position qui surprend le père d'Adrian... « Camelia et moi venons de familles religieuses, les aïeuls de mon ex-femme étaient prêtres orthodoxes et mon grand-père a été emprisonné pour ses croyances catholiques. Nous-mêmes avons transmis à Adrian les valeurs humaines enseignées par la religion comme la bonté, la compréhension. Là, nous nous trouvons face à une situation où la religion est utilisée comme dogme. Au lieu d'éduquer, elle manipule. Au lieu de rassembler, elle divise et marginalise. Or, la religion n'est pas censée dire ce qui est bien ou mal, il n'existe pas de justice divine sur terre. »

Ce clivage des mentalités ne surprend pas les psychologues. « En Roumanie, la société est encadrée par les traditions, auxquelles s'ajoutent le besoin de survie, et non d'auto-affirmation, ainsi que la méfiance envers les autres », précise Daniel

David, professeur de psychologie à l'université de Cluj. Seule l'éducation, prémisses de la tolérance, permettra à la société de percevoir l'homosexualité comme une expression de la diversité et ainsi de dépasser cette division, estime Aurora Liiceanu. « Il faudrait se demander pourquoi la différence fait peur, pourquoi elle est considérée comme une anomalie, alors que la nature est génératrice d'une telle diversité. La conspiration du silence, y compris dans les manuels, autour de la diversité, a mené à l'affermissement de tabous. À l'école, on ne parle de la sexualité qu'à travers les organes de reproduction, or nous savons bien que les relations sexuelles ont d'autres buts », argumente la spécialiste du genre à l'Académie roumaine.

Je ne vois rien qui les empêche de s'unir, et surtout rien d'ordre moral, estime Liviu. À ce moment-là, on pourrait remettre en cause bien des mariages hétérosexuels. »

En attendant, les parents d'Adrian espèrent une issue favorable dans le procès de leur fils. Le 29 novembre dernier, la Cour constitutionnelle a décidé de laisser la Cour de justice de l'Union européenne statuer. « Nous ne voulons pas donner de leçon aux uns ou laisser libre champ aux homosexuels, confie Liviu. Mais si je peux aider certains parents à comprendre leur enfant, je le ferai. »

ENSEMBLE VERS L'AVENIR

PRÉSENT EN ROUMANIE
DEPUIS 1991, LE
CABINET GRUIA
DUFOUT FOURNIT
DES SERVICES
COMPLETS DE CONSEIL
ET D'ASSISTANCE
JURIDIQUE AUX
INVESTISSEURS
ÉTRANGERS EN
ROUMANIE ET LES
ACCOMPAGNE
DANS LEUR
DÉVELOPPEMENT
LOCAL.



www.gruiadufaut.com



Bd. Hristo Botev nr. 28, sect. 3
030237 Bucarest, Roumanie
Tél : +40 (0) 21 305 57 57
Fax : +40 (0) 21 305 57 58
bucarest@gruiadufaut.com



6, Avenue George V 75008
Paris, France
Tél : +33 (0) 1 53 57 84 84
Fax : +33 (0) 1 53 57 84 82
paris@gruiadufaut.com



ERKA SYNERGY COMMUNICATION

Erka est une agence de communication présente sur le marché roumain depuis 2004.

Les services proposés par Erka:

- Stratégie de communication
- Création graphique et design
- Media planning et buying (radio, tv, presse écrite et on-line)
- Développement web et web design (site internet, html 5, animations flash, blogs, forums, applications mobiles)
- Direct marketing/e-mailing (SMS et réseaux sociaux)
- Création et organisation d'événements
- PR
- Merchandising
- Signalétique, PLV et communication indoor

Adresse: Soseau Nordului nr. 94 F
Sector 1, Bucarest, Roumanie

Tel/Fax: +4021 434 24 33
Mail: office@erka.ro



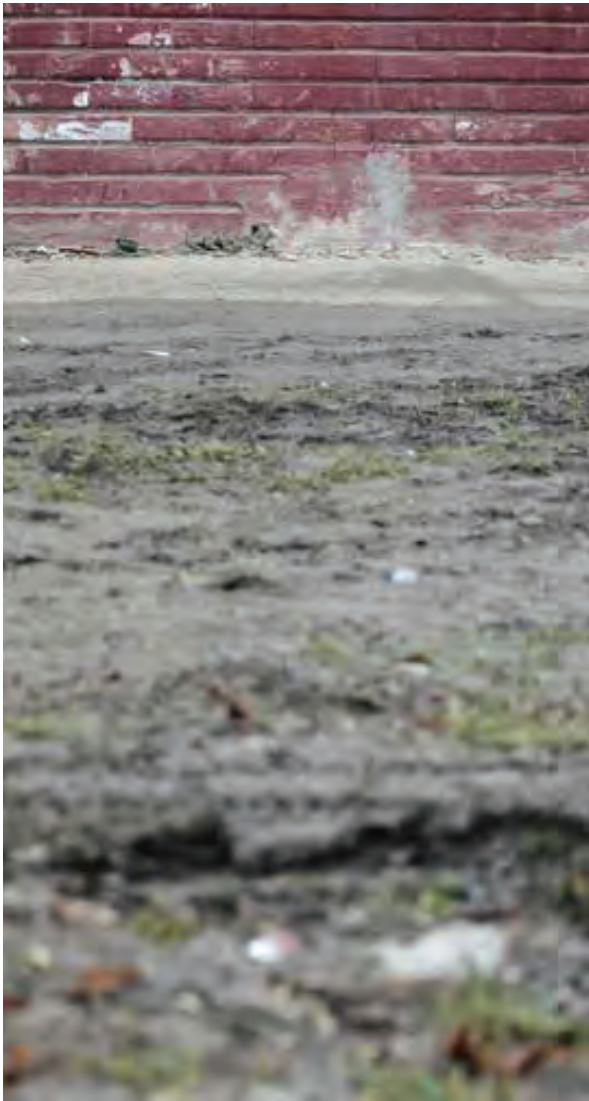
En attendant Midas

Propos recueillis par
Andrei Moldovan

Photo : Dragoş Savu / Mediafax

Un Roumain sur cinq est confronté à la précarité et à la pauvreté, même s'il travaille à plein temps, soit deux fois plus que dans la plupart des pays européens. Et trois quarts des Roumains pauvres se trouvent dans cette situation depuis au moins trois ans.

Ce sont deux des conclusions d'un rapport publié par la confédération syndicale Cartel Alfa le 17 octobre dernier, à l'occasion de la Journée internationale pour l'élimination de la pauvreté. Entretien sur le sujet avec Lidia Bodea, maître de conférences au département d'économie politique de l'université Babeş-Bolyai de Cluj.



Regard : Où doit-on chercher l'origine de cette pauvreté qui s'accroît ?

Lidia Bodea : Les derniers chiffres sont effectivement inquiétants, et ils sont confirmés aussi bien par Eurostat que par l'Institut roumain de la statistique. Comme dans la plupart des pays européens, les personnes seules ou les familles monoparentales sont les plus exposées à la pauvreté. Mais en Roumanie, ce taux de pauvreté est l'un des plus élevés, il a notamment grimpé pour les plus de 18 ans avec des revenus en dessous de la limite du risque de pauvreté fixé à 60% du revenu médian (soit le revenu situé à mi-hauteur sur l'échelle des revenus, ndlr). Le salaire minimum, aujourd'hui à 277 euros par rapport aux 155 euros de 2012, a certes augmenté, mais cela n'a pas vraiment arrangé la situation. Nous avons trop d'employés avec de petits salaires, beaucoup de travailleurs dans l'agriculture de subsistance, et un salaire minimum de toute façon largement inférieur à celui pratiqué dans la plupart des pays de l'UE. En outre, notre système fiscal est fondé sur l'impôt unique, favorisant ceux qui gagnent plus, mais diminuant le pouvoir d'achat des personnes aux revenus faibles.

Dans les grandes villes, on remarque davantage de personnes sans domicile...

À l'horizon 2020, l'UE entend réduire de 25% le nombre d'Européens qui vivent en dessous du seuil de pauvreté, soit améliorer la vie d'une vingtaine de millions de personnes. Cet objectif semble plutôt utopique, car le phénomène a objectivement peu de chances d'être substantiellement endigué. En Roumanie, des indicateurs calculés en 2015 par le ministère de l'Emploi, de la Protection sociale et des Personnes âgées faisaient état d'une baisse, en 2014, du nombre de SDF par rapport à 2013. Mais il ne s'agit là que d'une réalité officielle. La persistance des causes sociales a renforcé des facteurs personnels, les sans-abri n'ont plus la force de se ressaisir. L'aide psychologique semble ne pas donner de résultats en l'absence d'une hygiène élémentaire et de médicaments. Les logements sociaux pourraient être une solution, mais ils profitent à trop peu de gens.

L'économie du pays croît pourtant à plus de 4%, pourquoi cette dégradation ?

L'absence d'explication est qu'ici la productivité est moindre par rapport à d'autres pays, le travail ne contribue donc que de façon limitée au développement, comme le constate le rapport 2015 sur le développement humain de l'UNPD.

(Programme de développement des Nations unies, ndlr). Surtout, les performances et la situation financière des sociétés à capital public sont inquiétantes. Cette faible productivité est aussi une conséquence de compétences professionnelles déficitaires. Selon plusieurs études, seul un tiers des travailleurs roumains ont des compétences avérées pour le poste occupé. Par ailleurs, depuis 2014, suite à la diminution des contributions à la sécurité sociale versées par l'employeur, la charge fiscale supportée par les salariés est devenue l'une des plus lourdes de l'UE, soit environ 40%. De plus, les indemnités accordées par la sécurité sociale sont calculées en fonction d'une valeur de départ définie par la loi. Or, cet indice social de référence n'a plus été mis à jour depuis 2008, même si la valeur des aides a été modifiée, de façon arbitraire, par les autorités. Concrètement, seul un investissement accru dans l'éducation pourrait changer la donne. Or, ce même rapport 2015 de la Commission européenne constate que la Roumanie est nettement derrière les autres pays de l'UE en matière de dépenses pour l'éducation, la recherche, le développement et l'innovation.

« *La persistance des causes sociales a renforcé des facteurs personnels, les sans-abri n'ont plus la force de se ressaisir.* »

Comment distinguez-vous la pauvreté rurale de la pauvreté urbaine ?

Les différences entre la ville et la campagne sont diverses. Ce sont deux univers distincts, chacun avec ses particularités. En milieu rural, on gagne moins qu'en ville, la vie est bien plus difficile et l'accès à nombre de facteurs de développement est limité. Il y a peu de liens transversaux entre les différentes régions, ou entre les villages d'une même commune. Les retraites des agriculteurs sont nettement inférieures à celles des habitants des villes, alors que 30% de la population travaille dans l'agriculture. En 2012 et 2013, les taux de pauvreté sévère et absolu ont été de deux à trois fois plus importants à la campagne.

En outre, le taux de scolarisation pour l'année 2014-2015, notamment au lycée et à l'université, a été d'environ 87% en milieu urbain, mais de seulement 40% à la campagne. Il n'est toutefois pas suffisant de mettre davantage d'argent dans l'éducation, il est nécessaire d'investir sur le long terme, et de former les jeunes aussi pour qu'ils s'approprient

à nouveau le milieu rural. Mais encore une fois, les chiffres ne rendent malheureusement pas optimistes : entre 2000 et 2009, les dépenses annuelles de la Roumanie pour chaque élève ont été les plus réduites d'Europe, selon le rapport Eurydice sur le financement de l'éducation en Europe. Enfin, l'écart le plus significatif entre ville et campagne concerne le logement ; en 2013, le nombre de villageois habitant des maisons réalisées de matériaux inadéquats ou sans eau chaude était de quatre à cinq fois plus important qu'en milieu urbain.

Bucarest a mis en place une stratégie contre la pauvreté qui propose des solutions à plusieurs niveaux (voir l'article « Bons Fonds » dans le précédent numéro de Regard, ndlr). Qu'en pensez-vous ?

Vers un monde sans pauvreté est le titre de l'ouvrage de Muhammad Yunus, Prix Nobel de la Paix en 2006, où il parle de l'espoir planétaire de vaincre cet ennemi commun, la pauvreté. C'est un peu croire à l'arrivée d'un nouveau roi Midas, celui qui transformait en or tout ce qu'il touchait. Je crois qu'il y aura toujours des groupes exclus ou qui s'auto-excluent.

Je referme la parenthèse. La Roumanie dispose effectivement d'un paquet intégré de mesures pour lutter contre la pauvreté, mesures qui font écho aux démarches européennes en la matière. L'essentiel est de les voir mises en œuvre et non pas oubliées dans les tiroirs. Or, cela implique que chaque gouvernement reprenne de son prédécesseur et mène plus loin tout ce qui a été bon, cohérent et utile, corrige les décalages et rend le quotidien normal.

Comment l'action privée peut-elle mieux s'articuler avec l'action publique ?

La rencontre des deux pourrait effectivement rendre le système économique plus efficace, le pouvoir institutionnel jouant un rôle de dynamisation, d'équilibre et de corrélation des intérêts public, privé et non lucratif. Je pense d'ailleurs qu'il faudrait donner davantage de poids aux ONG. En général, elles se fondent sur la confiance et la crédibilité, à la différence de la coercition qu'exercent les pouvoirs publics, ou de l'intérêt individuel qui domine la sphère privée.

Je conclurai en disant que tout un segment de la population ne se préoccupe plus que de survie. Cela s'appelle l'économie de la pauvreté. La Roumanie connaît, partiellement, un tel état de fait. Pour que cela change, il faudrait permettre aux employés de s'impliquer davantage dans la prise de décision de leur entreprise, qu'ils améliorent eux-mêmes leur vie professionnelle et la performance de l'organisation dont ils font partie. L'innovation technologique sera aussi capitale pour rééquilibrer notre économie.



Maison

Je veux être prêt pour des fêtes féériques

Fibre+TV à partir de 10 €/mois

+

6 mois gratuits avec Orange Home

Appelez au 0800 400 400 ou rendez-vous dans nos boutiques.

orange Vous rapprocher de l'essentiel

www.orange.ro

Prix TTC. Offre valable jusqu'au 31/01/2017. Possibilité de prolongation. Offre disponible pour les abonnés Orange, lors de la prolongation du forfait mobile « voix » sur un engagement de l'offre actuelle, à partir d'Orange Me 7, cumulé à l'activation des forfaits Home Net 100 et Home TV Analog pour 24 mois. L'offre suppose le paiement d'un loyer pour le router Internet Box de 1€/mois.

LA CHRONIQUE d'Isabelle Wesselingh

journaliste à
l'Agence France-Presse

L'éléphant bleu

C'est un petit éléphant bleu qui a mis sa trompe sur sa tête, peut-être pour jouer ou pour avoir une position plus originale que les autres. Je l'ai posé sur une petite table dans ma chambre. Tous les matins, les rayons du soleil caressent son dos de pierre. Je me dis qu'Adriana aurait aimé ça, elle qui se comparait à un lézard aimant tellement sentir les rayons du soleil sur sa peau. C'est elle qui m'a donné l'éléphant bleu. Ce matin, en le regardant, une bouffée de souvenirs m'envahit. Adriana est morte – que ce mot est parfois difficile à écrire –, mais soudain, je me retrouve avec elle, sur une terrasse ombragée à Bucarest, à discuter de musique et de littérature, de voyage et de politique. Elle fume sa cigarette en buvant son café puis me raconte son enfance dans la rue du Zéphyr à Bucarest. C'était dans les années 1930 avant que le fascisme et la Seconde Guerre mondiale ne viennent plonger l'Europe et la Roumanie dans une des périodes des plus noires de l'Histoire. À quelques pas de la rue des Griottes et de celle de la Ruche, dans la rue du Zéphyr – nom d'un vent doux et agréable –, il y avait une de ces maisons wagons typiques du Bucarest de la Belle Époque. Une forme rectangulaire, la largeur sur la rue, la longueur donnant sur un jardin avec une belle porte d'entrée au milieu. Une maison qui était une invitation au voyage en rappelant la forme des wagons de train.

Ses habitants y aimaient les livres français, la musique, les langues étrangères. Il y avait aussi un perroquet qui se baladait. On n'y aimait pas en revanche l'idéologie qui faisait des juifs des parias, celle qui jouait sur les peurs. La guerre survint, les bombardements, la fuite vers la campagne. Adriana attendait avec impatience les livres français que lui apportait parfois son père de la librairie Hachette sur Lipscani. Une évasion. Puis les Russes arrivèrent. Certains pensaient qu'ils apportaient la liberté comme

les autres alliés européens et américains. « *Nous, nous avons entendu parler de ce qui se passait sous Staline, des arrestations* », me disait Adriana. Des prisons politiques surgirent en Roumanie, les frontières se fermèrent hermétiquement, la libre-pensée fut étouffée, Adriana envoyée aux travaux forcés quelque temps pour avoir refusé de dénoncer. Durant ces années de plomb et de totalitarisme, Adriana rêvait toujours de France, de voir Paris, les châteaux de la Loire. Elle aimait la France ouverte, libre, créative, celle qui savait accueillir les gens persécutés dans leur pays. Cette idée la faisait tenir. Dans ces moments noirs, au plus fort des pénuries de nourriture, Adriana jamais ne se mit à haïr un peuple dans son ensemble, même quand un régime lui faisait horreur. Sa famille refusait le fascisme mais elle aimait la musique allemande. « *Je n'ai jamais pu haïr les Russes non plus. Il y a une différence entre le régime et le peuple russe avec son âme, sa littérature, ses peintres.* » Elle avait un livre sur Chagall en français qu'elle adorait. Jamais non plus elle n'aima ceux qui désignaient les juifs ou les roms comme la source de tous les problèmes. Aujourd'hui, Adriana n'est plus. Dans de nombreux pays, l'idéologie extrême, celle-là même qui donna naissance à la Seconde Guerre mondiale, monte. Elle désigne des coupables en bloc parce qu'ils appartiennent à une ethnie, une religion ou une nationalité étrangère. Elle flatte la peur, encourage le déversement de haine sur les réseaux sociaux. Ceux qui votent pour elle n'ont pas connu ce qu'ont vécu Adriana et des millions d'Européens entre guerre et dictature. Ils oublient leur chance de vivre en paix. Sur ma table, le petit éléphant bleu me rappelle une chose précieuse : malgré l'oppression, le déclassement, le manque de nourriture, la guerre, on peut garder sa dignité et refuser la haine.



Que propose notre offre de prévention ?



UNE RELATION DIRECTE
avec le fournisseur de santé



UN SOIN MEDICAL DE QUALITE
aux standards internationaux



UN ACCES CONTINU ET SANS RESTRICTIONS
aux services, spécialités et technologies médicales, même si vous êtes en bonne santé



UN HISTORIQUE MEDICAL MONITORISE
via un dossier numérisé accessible par votre médecin traitant



Accès à un
SYSTEME MEDICAL INTEGRE
qui couvre tous les besoins du patient



DEVELOPPEMENT DU SYSTEME DE SANTE
de Roumanie grâce aux investissements des fournisseurs médicaux



SOLUTIONS MEDICALES PERSONNALISEES
en fonction des spécificités du secteur, et basées sur plus de 20 ans d'expérience

Ce qu'offrent les assurances santé :



UNE PROTECTION CONTRE UN RISQUE POTENTIEL



ELLES REPONDENT
aux cas médicaux graves qui demandent une hospitalisation et des dépenses importantes



UN INSTRUMENT FINANCIER
pour les accidents graves et imprévus



ACCES A N'IMPORTE QUEL SYSTEME MEDICAL (PUBLIC OU PRIVE)



Possibilité d'une
ASSURANCE INTERNATIONALE



Zebra

Amicalement
vôtre,
Mihaela Dedeoglu.

Du lundi au
vendredi,
de 10h à 13h.



Cet été, le caricaturiste Ion Barbu a ouvert le musée du plombier roumain à Petroșani. Dans le précédent numéro de *Regard*, nous avons exploré cette curiosité. Nouvelle plongée dans l'univers de l'artiste, décidé à réanimer la vallée du Jiu, de plus en plus privée de ses mines.



De la mine à l'explosion artistique

Texte et photo : Aline Fontaine

Direction Petrila, à 5 kilomètres au nord-est de Petroșani, où Ion Barbu rencontre un peu plus de succès dans sa conquête artistique. Au moins là-bas, il a pu fonder une équipe de bénévoles qui s'occupent en son absence de ses musées.

L'atmosphère de la ville est pesante, les immeubles sont encore plus tristes qu'à Petroșani, les murs s'effritent, la mine fermée depuis un an, elle,

s'écroule. Le caricaturiste est né dans cette cité il y a 64 ans. Après un détour par Bucarest, il a décidé de s'y installer et de l'investir. Certains poteaux électriques ont pris de la couleur et des bonhommes façon Keith Haring se baladent sur des portes de garage.

Surtout, Ion Barbu a réussi à préserver la dernière maison de la colonie fondée par des entrepreneurs autrichiens dans les années 1840. Et l'a transformée en

un lieu de mémoire en souvenir de Ion Sîrbu (1919 – 1989), le seul poète originaire de Petrila. « *Il fut le plus jeune maître de conférences de la Faculté de littérature et de philosophie de Cluj et s'est retrouvé, après une peine de prison pour sa critique du communisme, le plus vieux de la mine à pousser des wagons* », raconte Ion Barbu, en montrant l'urne qui contient les extraits du dossier tenu par la Securitate sur l'écrivain satirique.

Il y a cinq ans, avec l'aide d'habitants, il a décoré l'extérieur de la maison avec des citations de l'auteur. « *Alors, régnait un certain esprit communautaire grâce à la mine, se remémore l'homme au chapeau, mais depuis qu'elle a fermé, toutes les personnes en âge de travailler sont parties à l'étranger, il ne reste plus que les vieux et les enfants.* » Ces derniers jouent au foot avec la cheminée de la mine en toile de fond, mais ils abandonnent facilement leur ballon pour montrer leur contribution. Adrian, 15 ans, se rappelle avoir tagué : « *La patrie me fait mal, elle enfle entre mon estomac et mon foie* ». Florin, 14 ans, passe à côté de son dessin préféré, un cimetière de croix difformes, et lit : « *C'est l'épilogue* ». Tous se souviennent de ce jour où ils avaient dessiné sur les murs. Un peu plus haut dans le village, Ion Barbu a dédié un musée aux mères, dans la maison où il a grandi. Photos

de famille, cahiers d'école, ustensiles de cuisine envahissent l'espace. « *Ma mère avait cette qualité. Venant d'une famille pauvre, elle gardait tout. Elle nous disait toujours, "si la guerre venait à nouveau, qu'est-ce qui vous arrivera si vous vous retrouvez sans rien ?"* », s'amuse-t-il.

Un devoir civique

Mais le projet de l'artiste reste avant tout la sauvegarde de la mine, située en bordure de la ville. Il veut en faire un complexe artistique et culturel. « *C'est un devoir civique* », clame-t-il une fois arrivé au pied des vestiges. Ion Barbu regarde les fenêtres cassées et les wagons retournés à même le sol. Il ne peut se résoudre à l'idée de voir ce patrimoine disparaître, il coule dans les veines de la ville depuis 1859. Au plus fort de l'activité sous Ceaușescu,

60 000 personnes y travaillaient ; 5 000 s'y trouvaient encore l'année dernière. Lui y a passé 15 ans de sa vie, entre 1977 à 1992, comme topographe.

Le jour où les mineurs sont rentrés de Bucarest le 15 juin 1990, après avoir réprimé la révolte populaire, l'a beaucoup marqué... « *Leur retour a été célébré en triomphe. Ça m'a rappelé les années 1950, celles du stalinisme tout-puissant qu'heureusement mon esprit d'enfant m'empêchait de comprendre. Seulement alors, j'ai réalisé combien ce système à son état pur était stupide, surtout quand il est accompagné de violence.* »

Aujourd'hui, Ion Barbu projette de transformer les sept bâtiments du site en dix musées consacrés à l'anthropologie, la poésie, l'humour noir ou encore à « l'âge d'or », qui dans l'histoire roumaine se réfère au



régime de Ceaușescu. Avec des amis architectes, il a déjà réussi à convaincre le ministère de la Culture de classer le lieu monument historique afin d'éviter sa démolition. Il faut désormais que la municipalité devienne propriétaire du site et sollicite des fonds européens pour mener à bien le projet. Mais encore trop de bisbilles politiques font

obstacle, au grand dam de l'artiste. « *Un tel projet ne va pas sauver Petrila maintenant. Mais la plupart des habitants et des responsables politiques ne partagent pas ce devoir civique. Ainsi, ce que disait Al Capone à propos de Chicago s'applique à Petrila : "Nous devons garder cette ville propre, sourde, aveugle et muette".* »

Encore une fois, Ion Barbu se retranche derrière le second degré pour affronter la réalité. Mais, même s'il est fatigué de ce combat, il n'a pas l'intention de baisser les bras. Pour lui, l'art et la culture peuvent devenir une panacée pour une ville comme pour un pays.



Émigrer à tout prix est-il toujours une réalité ?
Entretien avec Dan Jurcan, directeur de recherche
à l'Institut roumain d'évaluation et de stratégie (IRES).

PARTIR ?

Propos recueillis par Carmen Constantin
Photo : Mihai Barbu



Regard : Suite à la signature du CETA (Accord économique et commercial global, ndlr), les Roumains n'auront plus besoin de visa pour se rendre au Canada à partir de décembre 2017. Cela va-t-il nécessairement déclencher une nouvelle vague d'émigration ?

Dan Jurcan : Nous avons réalisé une étude en novembre, juste après la confirmation de cet accord, qui révèle que seuls 4% des Roumains avaient l'intention de partir suite à la levée des visas pour le Canada. Et il ne s'agit que d'intention. De fait, ce que les sociologues dénomment la « loi de la migration » montre que plus la différence de niveau de vie entre deux pays sera grande et la distance géographique réduite, plus les mouvements migratoires seront importants. C'est la raison pour laquelle les Roumains privilégient d'abord des pays comme l'Italie, l'Espagne ou l'Allemagne. Par ailleurs, il faut moins d'argent pour s'y rendre, la plupart des migrants roumains partent en autocar avec cent euros en poche. Pour le Canada, c'est une autre affaire, le voyage coûte beaucoup plus cher, et les contrôles à l'aéroport sont plus stricts.

Les pays européens de l'Ouest sont-ils aussi attrayants qu'avant ?

Les vagues massives d'émigration, qui ont concerné plus de 4 millions de Roumains, ont eu lieu avant les années 2000, alors que les visas n'étaient pas encore levés. Certes, l'entrée dans l'Union européenne en 2007 a évidemment accéléré le phénomène. Puis la crise est arrivée, certains sont revenus en Roumanie, mais à mesure que la situation se stabilisait, beaucoup ont choisi de retourner dans leur pays d'adoption. Il s'agit de sentiments complexes, difficiles à cerner : le mal du pays, les espoirs déçus lors du retour... Les dilemmes sont constants pour le migrant. À cela s'ajoute le problème des enfants. Quand ils sont nés en Espagne ou en Italie, comment les faire revenir en Roumanie ? Il est très difficile pour eux de s'intégrer à nouveau au sein de leur propre culture, même s'ils se disent roumains. Cela explique aussi pourquoi des parents qui ont eu l'intention de rentrer au moment de la crise ont finalement décidé de rester dans leur pays d'adoption.

Il y a donc eu peu de retours...

Effectivement, et cela se constate clairement quand on regarde les données de l'emploi. Dans les années 1990, la Roumanie avait une population active d'environ 8 millions de travailleurs. Aujourd'hui, on n'en compte que 4 millions, étant donné que 4 millions sont partis. Et ils sont partis surtout pour des raisons économiques qui valent toujours, c'est-à-dire afin notamment d'échapper à des niveaux de salaire trop bas. La corruption ou la situation politique ne rentre pas vraiment en ligne de compte, c'est le niveau de vie qui fait que beaucoup de Roumains restent vivre à l'étranger, ou veulent émigrer. Aujourd'hui, les sondages montrent que 50% des jeunes de moins de 25 ans voudraient partir.

C'est un chiffre plutôt alarmant...

Oui, mais encore une fois, il ne s'agit là que d'intention. Ces jeunes sont sous l'influence de leur famille qui leur assure que l'herbe est plus verte ailleurs, ils voient certains de leurs amis étudier en Angleterre, gagner pas mal d'argent en Allemagne, etc. Mais de là à faire le pas... Par ailleurs, certaines mesures concrètes peuvent changer

les comportements, précisément parce que les raisons du départ sont elles aussi très concrètes. Il y a quinze ans, le gouvernement roumain a décidé de ne plus imposer les revenus des informaticiens. La vague d'émigration au Canada ou vers la Silicon Valley s'est nettement ralentie. Aujourd'hui, un informaticien peut très bien gagner sa vie en Roumanie, où les coûts sont, qui plus est, bien moins élevés qu'à l'Ouest.

Pensez-vous que la Roumanie pourrait elle aussi devenir terre d'immigration ?

Jusqu'à présent, cela n'a pas du tout été le cas. Même les réfugiés syriens préfèrent éviter la Roumanie. Je le mentionnais au début de cet entretien, la loi de la migration s'impose presque à chaque fois : le migrant choisit avant tout un pays où le niveau de vie est élevé, avec une assistance sociale développée. La Roumanie ne dégage que 33% de son produit intérieur brut pour ses dépenses sociales, alors que la moyenne à l'ouest de l'Europe tourne autour de 40%. D'un autre côté, il existe ici une certaine tolérance vis-à-vis de l'étranger qu'on ne retrouve pas forcément ailleurs en Europe, où les courants radicaux, anti-immigrants, se renforcent.



www.sanofi.ro



Salaires et retraites majorés, impôts réduits, allocations familiales doublées : les partis politiques n'ont pas lésiné sur leurs promesses pendant la campagne électorale. Mais les économistes soulignent qu'il sera impossible de tout mettre en œuvre en 2017, à moins de faire exploser le déficit public et de reporter de nouveau les investissements dans les infrastructures.

Toujours des paroles

Mihaela Rodina
Photo : Octav Ganea / Mediafax



Coupés de 25% en 2010 dans le cadre d'un programme de rigueur convenu avec le Fonds monétaire international (FMI) et la Commission européenne, les salaires du secteur public ont depuis récupéré cette perte. Les revenus des Roumains restent néanmoins très bas, le salaire moyen net s'élevant à peine à 418 euros par mois. Et alors que les politiques d'austérité sont aujourd'hui remises en cause par certains économistes, les pressions populistes sont fortes.

« Tous les partis promettent des réductions massives de taxes et d'impôts, mais si nous continuons à l'infini sur cette voie, nous nous dirigeons vers la dissolution de l'État, car un État ne peut pas survivre avec des recettes insuffisantes », a récemment mis en garde l'économiste Ionuț Dumitru, président du Conseil fiscal. Selon lui, les revenus publics représenteront à peine 25,4% du produit intérieur brut du pays l'année prochaine, contre une moyenne européenne de 40%.

« La Roumanie n'aura tout simplement pas d'argent pour investir en 2017 », soutient l'analyste économique Marin Pană du site Cursdeguvernare.ro. Selon lui, le PIB devrait s'élever fin 2016 à 169 milliards d'euros et pourrait atteindre 181 milliards l'année d'après, à condition que les prévisions optimistes pour 2017 se confirment. « Si un tiers de ces 12 milliards d'euros supplémentaires était consacré aux dépenses publiques, l'État disposerait de 4 milliards de plus l'année prochaine », explique-t-il. Cette somme pourrait paraître importante, mais déjà le coût des « cadeaux électoraux » octroyés ces derniers mois par le Parlement à différentes catégories de salariés et de retraités dépasse un milliard d'euros. S'y ajoutera une baisse des recettes suite à la réduction d'un point de la taxe à la valeur ajoutée (TVA), qui devrait passer de 20% à 19% à partir du 1er janvier en vertu d'une modification du code fiscal adoptée en son temps par le gouvernement de Victor Ponta.

Si l'exécutif formé suite aux élections du 11 décembre décidait de mettre en œuvre l'une des promesses électorales de la « gauche », soit une majoration de la retraite moyenne à 1 000 lei, contre 871 lei actuellement, il aurait besoin de 2 milliards d'euros par an. Les recettes supplémentaires seraient ainsi vite gaspillées. « Il n'est pas difficile de deviner ce qui se passera par la suite : les investissements seront coupés », estime Marin Pană.

Le représentant du Fonds monétaire international (FMI) à Bucarest, Alejandro Hajdenberg, a pour sa part souligné les risques accompagnant des hausses salariales que l'économie roumaine ne peut pas se permettre, en tout cas pour le moment. « La Roumanie doit respecter les limites imposées par l'Union européenne, soit un déficit de 3% du PIB. Tout dépassement entraînerait une procédure de déficit excessif de la part de Bruxelles, ce qui ternirait la réputation de la Roumanie » sur les marchés financiers internationaux, a-t-il déclaré à la mi-novembre dans un entretien à l'agence Agerpres.



Si les majorations votées par le Parlement sont maintenues, Bucarest n'aura pas d'autre choix que d'augmenter les recettes publiques, en introduisant par exemple de nouvelles taxes, ou de réduire ses dépenses. « *Il s'agira d'une décision difficile car la Roumanie a besoin d'investissements publics dans les infrastructures, afin notamment de stimuler la croissance à moyen terme* », souligne M. Hajdenberg. Et de rappeler que par le passé, les dépenses destinées aux investissements ont été amputées à chaque fois que la Roumanie rencontrait des difficultés pour financer son déficit public.

« *Après plusieurs années où l'économie roumaine a été guidée par des stratégies du FMI ou de la Commission européenne, le moment est venu d'avoir une stratégie propre* », rétorque l'économiste en chef de la banque centrale Valentin Lazea. Mais cela ne veut pas dire que le gouvernement peut sans crainte délier les cordons de sa bourse. « *Pour avoir une croissance durable, les majorations salariales ne doivent pas dépasser le taux de croissance de l'économie* », pondère-t-il.

Car déjà, la croissance économique roumaine, notamment basée sur la consommation, commence à s'essouffler : la progression du PIB a ralenti de 0,6% au troisième trimestre de 2016, après avoir bondi de 1,6% au premier trimestre, et de 1,5% au second. « *Cela montre que stimuler la demande intérieure par des mesures fiscales, comme la réduction de la TVA, n'a qu'un impact à court terme* », affirme Ionuț Dumitru.

Lucian Croitoru, conseiller du gouverneur de la banque centrale, rappelle enfin que les importations ont progressé plus rapidement que les exportations en 2016, la production interne n'ayant pas été à la hauteur de la demande. Résultat : « *La hausse de la consommation a surtout créé des emplois à l'étranger, mais pas en Roumanie.* »



LA CHRONIQUE
de Nicolas Don

Trump(escu) ?

« Escu » est la terminaison patronymique la plus répandue en Roumanie. Dès que l'on veut s'approprier, assimiler, banaliser un personnage – quel qu'il soit – il suffit de lui accoler un ...escu pour qu'il devienne instantanément (quasi) roumain. Ce qui veut dire que l'on peut se rapporter directement et culturellement à lui, comme on peut le faire avec un quelconque Popescu, Ionescu ou Dumitrescu.

Est-ce que Donald Trump, cet OVNI de la (géo)politique mondiale, peut devenir un jour un Trumpescu ? C'est-à-dire un leader qui – fut-il en haut de l'Olympe, autrement dit Zeus *himself* – peut baisser son regard et tenter de comprendre les besoins et les angoisses de ce petit coin latin des Carpates appelé « Romania », persuadé d'être toujours du mauvais côté de l'histoire et de la géographie ?

La tourmente actuelle a pour nom Vladimir Poutine. Pour beaucoup, le président russe ne pourra jamais se débarrasser de sa fourrure d'ours soviétique. Le fait que Trump dise « j'ai du respect pour Poutine » est suffisant pour fantasmer aussitôt sur une grosse poignée de main russo-américaine, projetant une nuit noire sur la Roumanie.

Donald Trump est américain et donc pragmatique avant tout, parfaitement capable de frapper sur un ennemi circonstanciel.

Et de négocier avec lui le lendemain. Les États-Unis ont des soldats en Roumanie et sur tout le flanc est de l'OTAN. Face à une Russie en quête de réaffirmation sur la scène internationale et en permanente démonstration de force, depuis les cyber-attaques lors des élections américaines, jusqu'aux bombardements des ennemis de Bachar Al-Assad en Syrie.

En Europe, restent les conflits qui peuvent se transformer rapidement en « tache d'huile » incontrôlable : du Donbass à l'ensemble de l'Ukraine ; de la Transnistrie à l'ensemble de la Moldavie. Sans compter les pays baltes et leurs fortes minorités russophones.

L'OTAN découvre la menace d'un éventuel désengagement des États-Unis. Donald Trump réclame à ses alliés européens une participation accrue au budget de l'organisation, comme prévu dans les statuts.

C'était pendant la campagne électorale, et comme disait un certain Charles Pasqua, les promesses n'engagent que ceux qui les reçoivent. Depuis son élection, Donald Trump a définitivement fait sienne cette boutade, en attendant son investiture, le 20 janvier prochain. Il s'est transformé du coup en Trumpescu aux yeux de tous ceux qui espèrent que l'on peut toujours discuter de tout, tout le temps, sans jamais trancher sur rien, en fin de compte.

On peut donc tranquillement boire une *țuică* avec Trumpescu, pour les fêtes de fin d'année. Et si jamais Trump vient avec du bourbon l'année prochaine, on en prendra aussi. *Noroc !*



KPMG
cutting through complexity™

KPMG Enterprise

KPMG Enterprise se consacre exclusivement à aider les propriétaires d'entreprises et les entrepreneurs à conférer de la valeur à leurs activités et à bâtir des entreprises prospères. C'est de fait notre seule raison d'être.

Contact
Jacqueline Laye, Director
Email: jlaye@kpmg.com

Fidexpert
www.fidex.ro AUDIT ACCOUNTING TAX

Notre cabinet, implanté en Roumanie depuis 1994, propose aux investisseurs internationaux et aux entreprises roumaines des services d'accompagnement dans leurs déclarations stratégiques ainsi que dans celles de gestion courante. Nos collaborateurs ont une très bonne connaissance de l'environnement comptable, fiscal et législatif roumain, mais aussi des normes internationales en matière. La taille de notre cabinet nous permet d'être des professionnels de niveau européen, tout en étant proches des besoins spécifiques de chaque client. Après 22 ans d'expérience, nous fournissons à nos clients une signature indépendante, reconnue et appréciée en Roumanie.

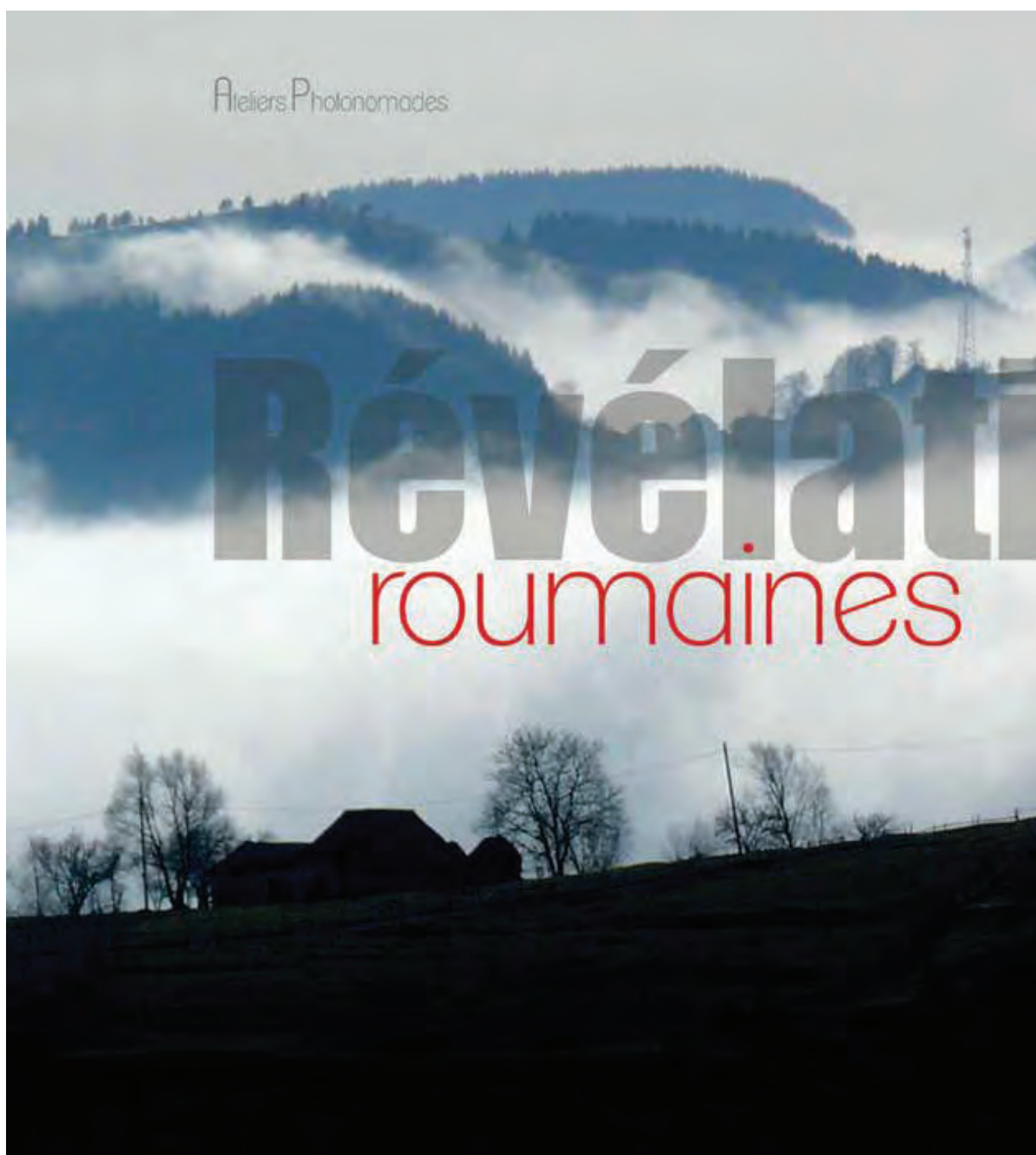
22 ans d'expérience en Roumanie

Nos services :

- Audit / Contrôle financier aux entreprises : identifier les risques, comprendre la stratégie du client
- Conseil fiscal : comprendre et mettre en œuvre des solutions fiscales
- Expertise comptable : permettre aux gérants d'entreprise d'optimiser leurs décisions de gestion courante de l'entreprise
- Gestion de la paie

Calea Dorobanților 239, étage 4
Secteur 1, Bucarest – 010567
Tel: (40) 31 437 94 99 / Fax: (40) 31 437 95 38
office@fidex.ro

CONTACT :
Irina Bădoiney - Partenaire
Radu Șerban - Partenaire



Livre de photographies
sur la Roumanie,

Révélation roumaines

offre huit regards de photographes
animés d'une sensibilité et
d'une approche complémentaires
pour raconter leur pays d'accueil.

Textes en français, anglais et roumain.

Disponible à la librairie Kyralina,
rue Biserica Amzei, nr 10, 53 ron
(ventes au profit des associations
Valentina et Casiopeea).

LA CHRONIQUE

de **Matei Martin**

journaliste à Radio România Cultural et Dilema veche.

Corps à cœur

« Lorsque je regarde longtemps un point fixe sur le mur, il m'arrive parfois de ne plus savoir qui je suis, ni où je me trouve. » Alors qu'il écrivait cette première phrase de son roman *Cœurs cicatrisés*, Max Blecher se trouvait dans un sanatorium. Il avait à peine 28 ans. Malade d'une tuberculose osseuse, immobilisé au lit, son torse était enveloppé d'un plâtre. Le roman (auto) biographique *Cœurs cicatrisés* est un récit de cette souffrance permanente et des efforts surhumains du héros pour s'adapter à cet immobilisme perpétuel. Comment recouvrer sa liberté dans un corset ? Comment vivre en plénitude dans l'intimité de la mort ? Comment trouver l'espoir dans le désespoir ? C'est à travers ces questions existentielles que ce grand écrivain méconnu construit une véritable philosophie de la décence dans la souffrance.

Le film de Radu Jude d'après le roman de Max Blecher braque le projecteur sur ce triste destin, mais aussi sur le contexte culturel et politique de la parution de l'œuvre. L'image est en format 4/3, avec une chromatique vétuste, comme si la pellicule avait survécu aux circonstances dont elle témoigne. Le son est clair, les répliques se suivent comme les perles d'un collier. Avant que la ficelle ne se rompe et que les billes ne se dispersent : des mots, des phrases, des débris d'une philosophie de vie. Ce récit cinématographique audacieux et mélancolique sur une tragédie personnelle est aussi un prétexte pour évoquer une tragédie collective, parler d'une histoire douloureuse : la

montée du nationalisme et surtout de l'antisémitisme avec la venue au pouvoir de la Garde de Fer.

Il est de plus en plus difficile de situer Radu Jude dans l'ainsi dite « nouvelle vague du cinéma roumain ». Le réalisateur a débuté avec une chronique de famille, *La plus heureuse fille du monde*, puis a consacré deux autres films à la violence et aux traumatismes familiaux. Dans *Aferim !*, il se sépare de l'esthétique du jeune cinéma roumain ; ce film en noir et blanc qui évoque l'esclavage rom au 19ème siècle est un point de rupture important, il témoigne d'une préoccupation pour une perspective narrative à la fois historique et littéraire. C'est aussi le cas de ce dernier film inspiré par l'œuvre de Max Blecher.

Sans être considéré un auteur obscur et encore moins un écrivain mineur, M. Blecher n'a jamais trouvé le chemin vers le grand public en Roumanie. Ses livres n'ont pas été réédités, jusqu'à récemment. Sa littérature ne compte pas parmi les « classiques », l'auteur n'a pas trouvé la consécration dans les manuels scolaires. Mais le film de Jude pourrait changer le destin d'une œuvre littéraire mal aimée. Des traductions en français (Éditions de l'Ogre) et en anglais (Old Street Publishing) sont désormais disponibles en librairie.

Cœurs cicatrisés, adaptation libre d'après l'œuvre de Max Blecher. Réalisateur : Radu Jude.

Avec : Lucian Teodor Rus, Ilinca Hârnuț, Șerban Pavlu, Gabriel Spahiu.

vivre
les
cultures

INSTITUT
FRANÇAIS
Roumanie



« La maîtrise d'une langue
est un démultiplicateur de compétences. »*

**Vos collaborateurs sont talentueux...
...en 2017 démultipliez leurs talents
avec l'Institut français de Roumanie**

Bd. Dacia nr. 77, **București** (0374) 125 200
Str. Ion I. C. Brătianu nr. 22, **Cluj-Napoca** (0264) 598 551
Bd. Carol I nr. 26, **Iasi** (0232) 267 637
Bd. C.D. Loga nr. 46, **Timișoara** (0256) 201 453

Retrouvez-nous sur les réseaux :

*Mariane Conde Șelăze, CCI Paris-Île de France

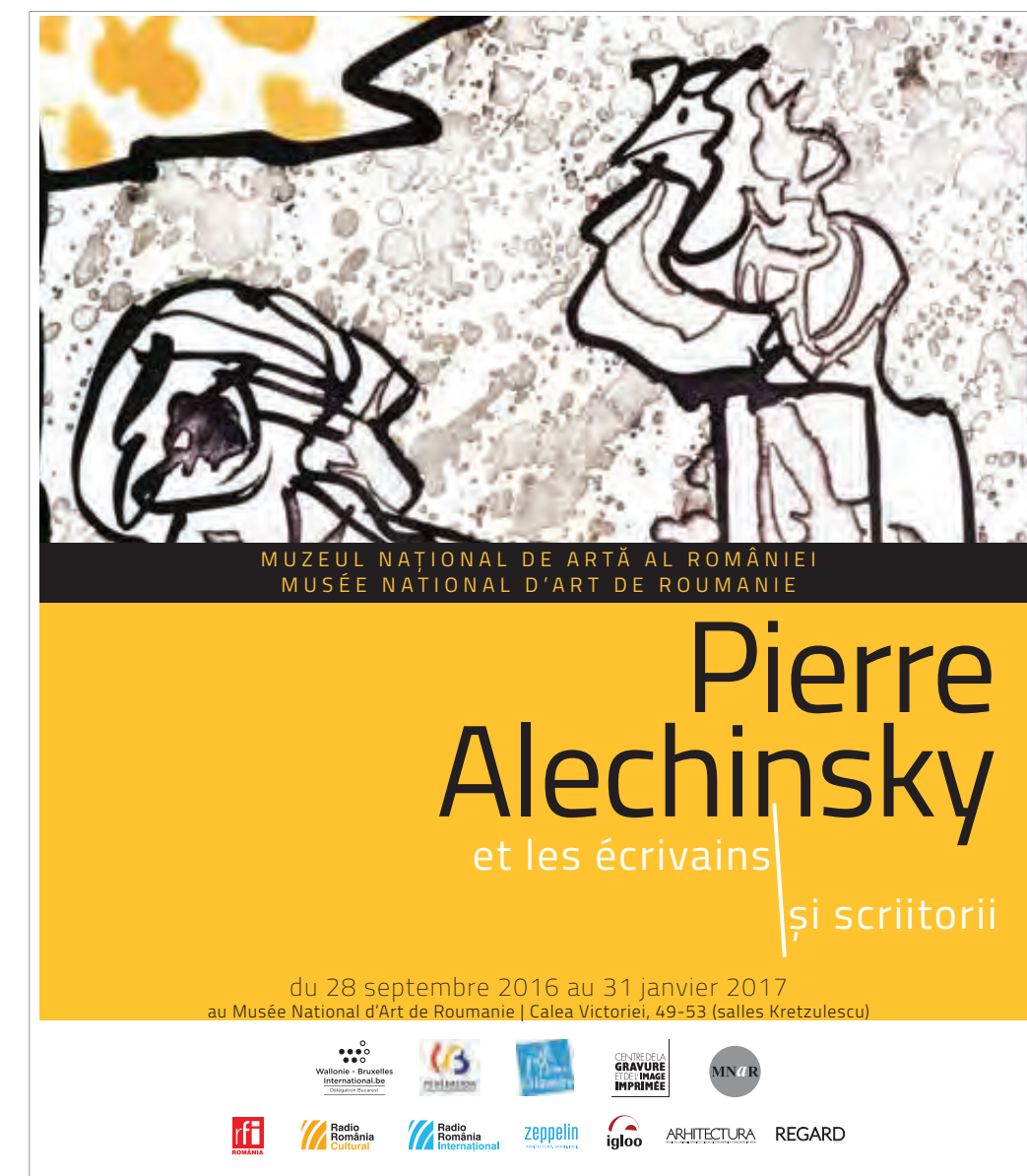


Regard... partout

Le site www.regard.ro accueille de nombreux abonnés qui ont accès au dernier numéro de la revue Regard ainsi qu'aux archives.

Via notre site, vous pourrez également souscrire à la version papier (l'abonnement numérique sera alors gratuit).
Il suffit de vous connecter...

www.regard.ro



Les projets menés avec le Musée National d'Art de Roumanie comptent parmi les éléments les plus marquants de la coopération culturelle entre la Fédération Wallonie-Bruxelles et la Roumanie.

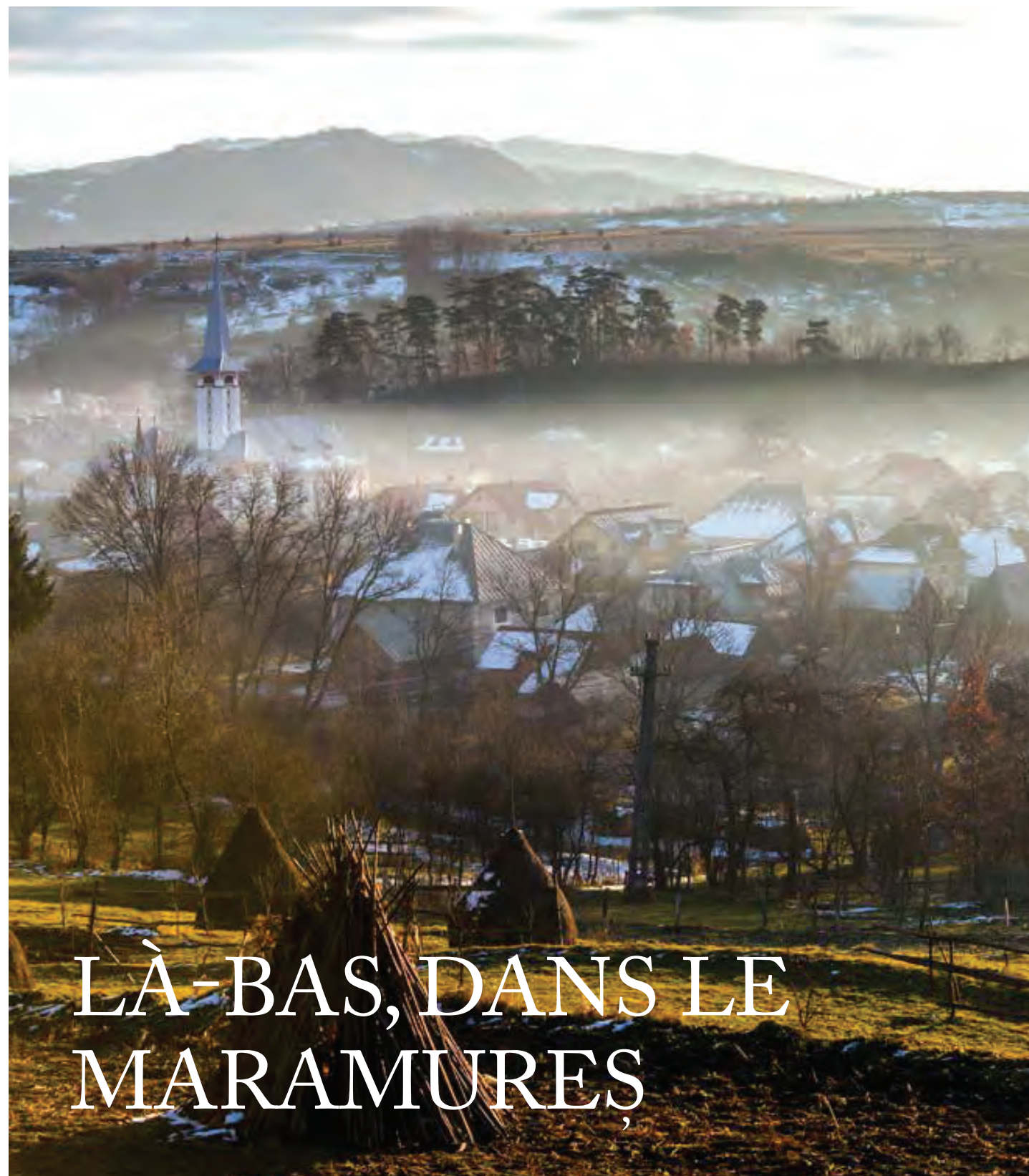
Chaque année, depuis 2002, le Musée National d'Art de Roumanie accueille une exposition en ses murs, en coopération avec une institution culturelle de Wallonie-Bruxelles.

Ainsi, le Centre de la Gravure et de l'Image imprimée de La Louvière invite cette année à un voyage dans l'univers de Pierre Alechinsky.

Né à Bruxelles en 1927, Pierre Alechinsky étudia l'illustration du livre, la typographie, la photographie et les techniques de l'imprimerie à l'Ecole nationale supérieure d'Architecture et des Arts visuels de La Cambre (Bruxelles). Il est l'un des acteurs majeurs du monde artistique belge de l'après-guerre.

Le Centre de la Gravure et de l'Image imprimée propose, avec cette exposition intitulée « Alechinsky et les écrivains », une sélection d'œuvres issues de la collaboration entre Pierre Alechinsky et des écrivains tels Michel Butor, Eugène Ionesco, François Nourissier ou Emil Cioran.

Communiqué de la Délégation Wallonie-Bruxelles à Bucarest.



Pour ce nouveau grand reportage à la Une de *Regard*, notre photographe Mihai Barbu s'est rendu au cœur du Maramureș voir comment vivent ses habitants, leur maison, leurs gestes au quotidien, et comment ils créent un fameux élixir.

Mihai a photographié mais aussi écrit, ce qui n'est pas à son habitude. Le résultat est étonnant d'humour et de sensibilité. Jusqu'à présent, la tâche de rédiger les textes de ces grands reportages incombait à Jonas Mercier, qui vit désormais au Luxembourg. Je ferai là une petite parenthèse pour saluer Jonas, sa collaboration fidèle et de grande qualité nous fut précieuse. Il fait partie de ces journalistes rares qui savent sentir la complexité du monde et la transcrire avec humilité.

La rédaction tient aussi à remercier Mihnea Turcu pour son aide lors de ce séjour dans le Maramureș. L.C.

Texte et photos :
Mihai Barbu



« Bienvenue à la pharmacie du diable », sourit Ionucu en ouvrant la porte de la petite fabrique d'horincă de son filleul, Gheorghe Pop, 56 ans. Nous sommes à Breb, petit village situé à 50 km au nord-est de Baia Mare. Gheorghe prépare son élixir. Derrière la maison, pruniers, pommiers et poiriers jouissent d'un bel espace. Aujourd'hui, l'horincă sera de pomme. Selon Gheorghe, l'horincă de poire serait la plus savoureuse, suivie de celles de prune et de pomme.

« On dit qu'au temps de Ceaușescu, des ouvriers du Maramureș ont été envoyés en Iran pour un échange d'expériences. Là-bas, ils ont demandé s'il y avait des fruits, les Iraniens ont répondu qu'ils avaient des oranges. « Bien, alors on aura de quoi boire », ont dit les ouvriers, et ils ont commencé à confectonner des alambics et à faire de l'horincă d'orange », dixit Ionucu.



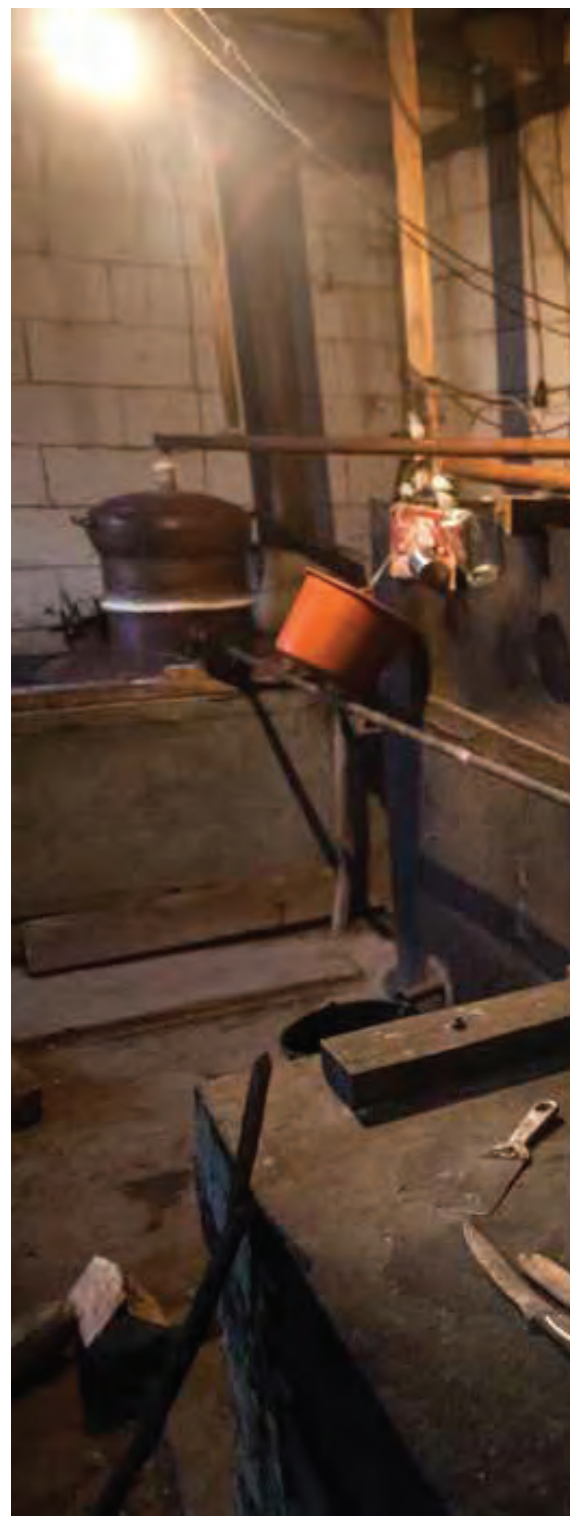
Les fruits sont chauffés au feu de bois, et l'installation est recouverte d'une pâte grasse afin d'éviter les fuites. Après quelques minutes, la vapeur se propage dans l'alambic en cuivre et redescend par un conduit long de quelques mètres qui traverse une barrique remplie d'eau. Au bout du conduit, les premières gouttes de la liqueur apparaissent. Une horincă de qualité suppose de suivre plusieurs règles de fabrication, le choix des fruits est notamment une étape cruciale, comme pour le vin. Chez Gheorghe, le procédé de refroidissement s'effectue dans une cuve disposant d'un flux d'eau continu. Ainsi, à sa sortie, l'horincă aura une température de 16 à 17 degrés. Les premiers 200 millilitres d'alcool (*frontea*, le front) sont mis de côté ; soit ils sont jetés, soit on les utilise pour soulager les douleurs d'articulations, ou laver les fenêtres.



Gheorghe verse les pommes dans la chaudière en cuivre, des morceaux de fruit qui ont fermenté pendant plusieurs semaines. Certains rajoutent du sucre afin d'accélérer la fermentation, mais pas dans cette distillerie-maison. Comment savoir si on a rajouté du sucre ? « *Vous le savez le lendemain* », répond Gheorghe amusé. C'est le sucre qui donne mal à la tête.



De temps en temps, Gheorghe « teste le produit » pour juger du degré de distillation. Il prend un peu d'horincă, la chauffe, et répète le processus jusqu'à ce que le liquide ne flambe plus, signe qu'il n'y a plus d'alcool dans l'alambic. On nomme *Coadă* (la queue) le reste du liquide légèrement alcoolisé, qui n'est pas bon. Si le processus de distillation ne s'arrête pas à temps, *Coadă* peut gâcher l'horincă, altérant son goût. L'opération s'effectuera une seconde fois après avoir nettoyé la cuve. Et c'est l'horincă obtenue lors de la première distillation qui sera de nouveau flambée.

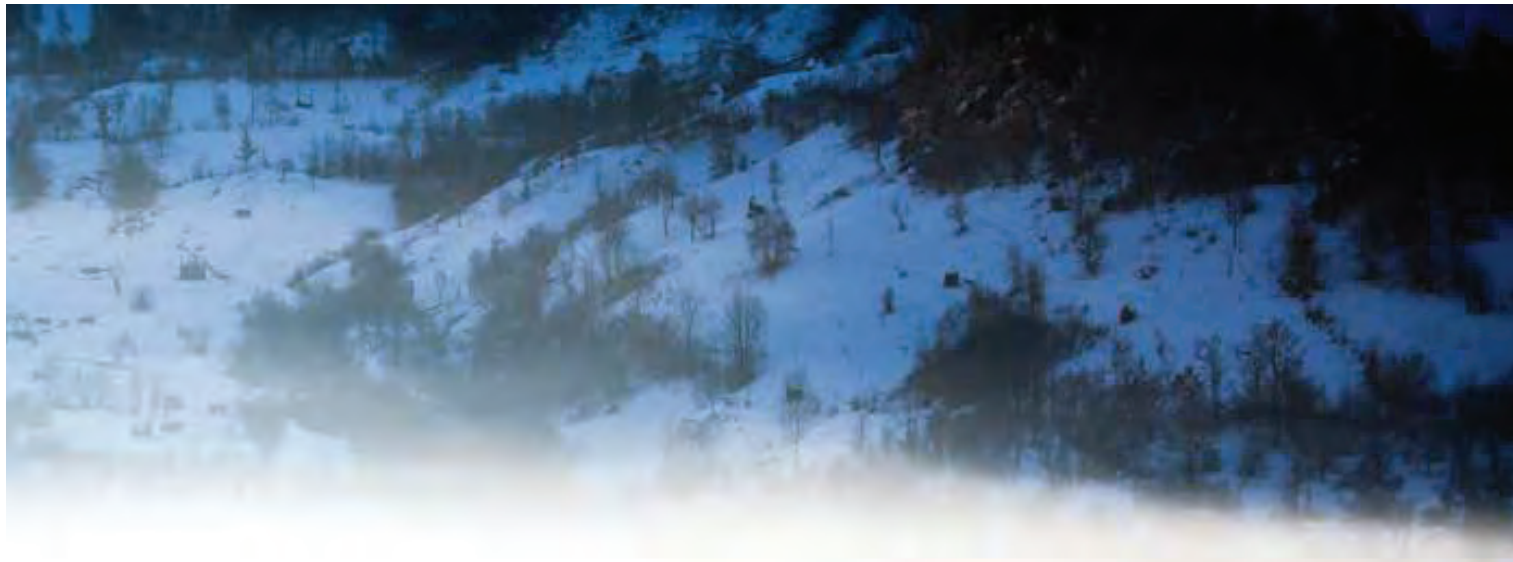
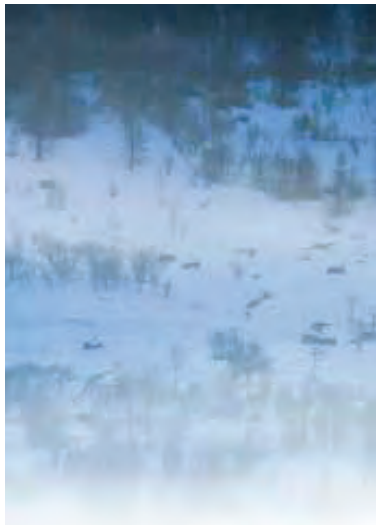


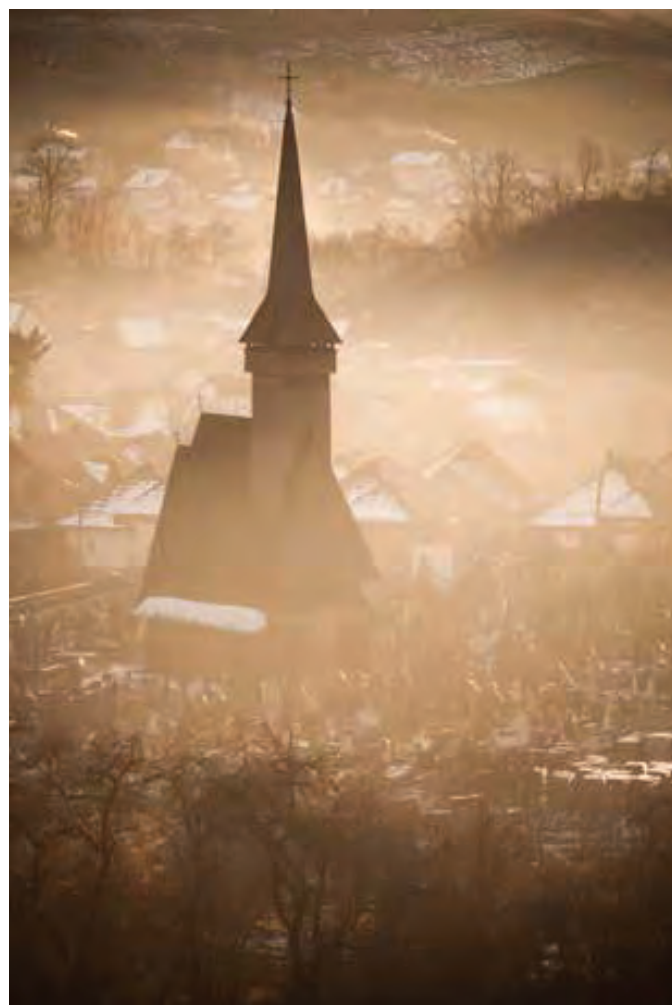


Il est près de 19 heures, la journée de travail arrive à sa fin, il ne reste plus qu'une chose à faire. L'horincă est déjà dans sa barrique mais elle est encore trop forte pour être bue. Gheorghe doit l'adoucir avec de l'eau de source. Une bonne horincă, si on l'agite, fait des bulles, et plus elles sont grosses et éclatent vite, plus la liqueur est alcoolisée. L'horincă doit légèrement dépasser 50 degrés, mais Gheorghe n'a pas d'instrument de mesure. Les bulles lui parlent, il comprend leur langage.



Horincă ou pălincă dans le Maramureș, țuică ailleurs, le nom de la fameuse liqueur change selon les régions. Dans un acte magyar datant de 1386, la boisson est appelée *cujka*. De leur côté, les habitants du Maramureș disent que l'horincă ou la pălincă diffère de la țuică parce qu'ici comme en Ardeal, l'alcool est distillé deux fois. L'horincă est omniprésente dans le Maramureș, chaque maison, chaque table a sa bouteille. Elle peut même servir de monnaie de change. Et à la vue de ces octogénaires qui coupent le bois en plein hiver, on peut se demander si la liqueur ne renferme pas aussi des propriétés bénéfiques pour la santé.





Dans le Maramureș, la pălincă fait partie de la vie, et de la mort. Sur l'une des croix du célèbre cimetière joyeux de Săpânța, inscrit au patrimoine de l'Unesco, on peut lire :

« C'est ici que je repose
Je m'appelle Mihai Gorba
J'ai grandi au monastère
J'ai prié Dieu
Je n'ai jamais fait de mal
En âge de me marier
Je suis arrivé dans ce village
Et j'ai eu un coup de foudre
À la taverne j'ai bu sec
De la pălincă la plus forte
Pour que mon chagrin passe. »





Foire hebdomadaire dans la commune d'Ocna Șugatag. À l'entrée, une femme vend de l'horincă, un leu pour 50 millilitres. Vu le froid, la plupart des villageois s'arrêtent pour se réchauffer.



Après être entrée dans sa « chambre paysanne », Maria Vișovan, 70 ans, retire une clé de sa poche et ouvre un grand coffre en bois où il n'y a que des bouteilles d'horincă...
« Il faut que je ferme à clé, sinon j'oublie, je laisse ouvert, et le lendemain il n'y a plus d'horincă. Ça m'est déjà arrivé. Le docteur m'a dit de boire un verre par jour, que c'était bon pour ma santé. Mais je ne bois qu'un demi-verre, sinon j'ai la tête qui tourne. »



Ilieana Pop, 69 ans, au milieu de la « chambre paysanne », ou « bonne chambre » de sa maison. C'est là que sont entreposés les plus beaux objets... « J'aurais préféré que ce soit un peu plus moderne, mais les enfants n'ont pas voulu. »



Vasile, 94 ans, se réchauffe. Sa maison en bois est vieille de plus de 200 ans. Il dit devoir prendre plusieurs pastilles par jour, mais que le jeûne au moment de Noël est encore meilleur pour la santé.



« Je suis comme ceux qui ne sont plus là, mon temps est passé, même si je suis encore en vie. » Irina, 80 ans.



« Je n'ai plus que deux poules, elles restent toujours avec moi, près du lit, sinon un renard pourrait les manger », dit Parasca Glodean, 80 ans, qui ne voit plus trop. Un voisin prend soin d'elle, et lui coupe le bois.



Mihai Alexa, 77 ans, commune de Săcel : « Aujourd'hui, nos jeunes partent tous à l'étranger. Quand ils reviennent, ils démolissent les vieilles maisons et ils font ça... ». Résigné, Mihai montre de sa fenêtre une structure en béton sur deux étages.





Les médias en quête

Propos recueillis à Antsirabe (Madagascar)
par Laurent Couderc. Photo : Philippe Cortes

Plus de 300 journalistes et dirigeants de médias venant de 47 pays se sont retrouvés à Antsirabe (Madagascar) du 20 au 24 novembre pour les 45èmes Assises de la presse francophone. Principal thème de discussion : L'économie des médias dans les pays en développement. Il y a deux ans, à Dakar, la presse francophone s'était déjà réunie pour parler du défi numérique. Le secteur est à la peine, au nord comme au sud, les propositions et solutions émergent difficilement. Présent lors de ces diverses tables rondes et ateliers, *Regard* s'est notamment entretenu avec Jean Kouchner, secrétaire général international de l'Union de la presse francophone (UPF), rédacteur en chef à France Télévisions et professeur associé à l'université de Montpellier 1.



Regard : Quel bilan dégagez-vous de ces Assises d'Antsirabe ?

Jean Kouchner : La première chose que je constate est que l'on se trouve aujourd'hui face à une situation de danger immédiat pour beaucoup de médias, que ce soit en termes d'indépendance ou de difficultés économiques. Il y a aussi toutes les questions relatives à la liberté de la presse, qu'il s'agisse d'atteintes directes ou indirectes. À partir du moment où un média n'a plus les moyens d'exister, une partie de l'opinion publique ne sera pas informée, le pluralisme nécessaire à une société démocratique sera amputé. La deuxième chose, c'est qu'il y a une très forte attente des participants de l'UPF, ils nous demandent de les aider à sortir de ces difficultés ; que ce soit sur le plan de la déontologie, de la formation, de l'équilibre économique ou de la liberté de la presse. Tout cela place notre association face à un fort niveau d'exigence.

Heureusement, d'autres grandes organisations internationales que nous avons invitées, l'Unesco, la Fédération internationale des journalistes, Reporters sans frontières, se disent prêtes à s'engager avec nous pour trouver des solutions. Mais il va falloir avancer vite.

Votre sentiment quant au devenir de la profession de journaliste ?

Il y a une certaine inquiétude, je ne le cache pas. Selon moi, il ne peut y avoir de société démocratique sans informations pluralistes, il faut que les citoyens puissent avoir tous les éléments du débat économique, politique et social. Or, un double danger nous guette, précisément l'insuffisance de pluralisme au sein de diverses sociétés d'une part, et l'indépendance des médias par rapport aux grands groupes financiers d'autre part. Dans beaucoup de pays, au nord comme au sud, ces grands groupes peuvent

certes sauver un titre, mais souvent ils s'impliquent dans la ligne éditoriale, l'indépendance du média est alors mise à mal, très vite sa crédibilité sera remise en question.

La solution ?

Je ne suis pas certain qu'une solution existe. Le service public n'est pas non plus une garantie d'indépendance et de pluralisme. Dans certaines sociétés, la tentation est grande de faire d'un service public de l'information des médias d'État. Une suggestion intéressante évoquée lors de ces assises est la création de coopératives de presse, certaines existent d'ailleurs déjà, impliquant acteurs privés et publics qui laissent les rédactions indépendantes. Il existe aussi d'autres idées pratiques, comme l'impression mutualisée pour la presse écrite permettant à plusieurs titres d'utiliser la même rotative et de réduire ainsi leurs coûts, par exemple. Quant aux aides de l'État, comme je le mentionnais, elles ne sont pas nécessairement « gratuites » et peuvent servir de moyen de chantage. Ceci étant, ces aides de l'État sont l'argent du citoyen, ce même citoyen qui a droit à une information plurielle. Je ne trouve donc pas choquant que leurs impôts servent aussi à assurer ce pluralisme. C'est un devoir des États que de permettre une information indépendante et plurielle.

Vous venez d'être réélu secrétaire général de l'UPF, quelle est votre ambition pour l'année qui vient ?

Notre action est d'abord collective, on l'a bien vu lors de ces assises. On attend beaucoup de nous, il faudra donc répondre à ces attentes. Je pense notamment à la formulation d'une base réglementaire légale que l'on pourrait proposer aux États afin d'assurer le développement des médias indépendants. Avec une certaine simultanéité dans les mesures : des protections juridiques, par exemple la dépénalisation des délits de presse *, cela existe dans certains pays mais pas partout, ainsi que des organes de régulation démocratiques, indépendants par rapport au pouvoir politique. Tout cela doit se mettre en place en même temps, et si on pouvait y arriver dans quelques endroits, ce serait déjà pas mal. Dans les deux années qui viennent, il faut aussi réussir à pérenniser notre action de l'UPF, ce qui n'est pas si simple car nos ressources sont à chaque fois remises en question. Mais je crois que nous avons récemment prouvé notre utilité.

* Délits commis par voie de presse ou par tout autre moyen de publication.



Toujours un peu soviétique, mais pas seulement

Texte et photos : Julia Beurq,
envoyée spéciale à Tiraspol.

Tiraspol, capitale de la République moldave de Transnistrie – territoire non reconnu par la communauté internationale – est souvent représentée comme le dernier bastion de l'ancienne Union soviétique. Si la ville s'est modernisée, l'émigration reste continue.

À Tiraspol, l'avenue du 25 octobre s'étire sur plusieurs kilomètres. Le nom de cette large artère centrale qui coupe la ville en deux célèbre le premier jour de la Révolution russe de 1917. Le tourisme a d'ailleurs pris de l'ampleur ces dernières années, comme en Corée du nord. « *Les monuments de l'ex-URSS ont enfin une utilité* », confie Roman, 22 ans, jeune guide qui chaque été gagne en une saison de quoi vivre le reste de l'année.



La capitale transnistrienne est souvent associée aux deux sculptures de Lénine ; celle de granit rose qui se dresse, majestueuse, devant le gouvernement du « Soviet suprême », et le buste en bronze face à la « Maison des Soviets », le siège des autorités locales. Mais c'est surtout Alexandre Souvorov, fondateur de Tiraspol en 1792, qui est l'emblème de la ville. Sur l'artère principale du 25 octobre, ce général est représenté sur un cheval cabré, comme jouant la scène où il a repoussé l'empire Ottoman. « *Après tout, pourquoi enlever ces statues ?*, s'interroge Alexandra. *Si c'était Staline, ce serait problématique. Quoi qu'il en soit, la démolition ou la préservation de ces statues ne changera pas grand-chose. Elles sont juste le témoin d'une partie de notre histoire.* »



Dans Tiraspol, il y a peu de bruit, de jour comme de nuit, pas d'embouteillages sur l'artère principale, ni de foule sur les trottoirs aux heures de pointe. Les quelques cafés branchés sont loin d'être aussi animés que ceux de Chişinău, capitale (officielle) de la république de Moldavie. En ce début d'hiver, une certaine léthargie s'est emparée de la ville. De fait, la population n'est que de 135 000 habitants, soit 50 000 de moins qu'en 1989. Aux dires de ceux qui sont restés, il faut attendre l'été ; les étudiants et les travailleurs reviennent alors de l'étranger, et redonnent un peu de vie au centre ville.

Le Dniestr est également l'un des symboles de Tiraspol, ce fleuve sépare la ville en deux.

Sur la rive, une promenade en béton et une plage de sable ont été aménagés. Plus loin, une discothèque a été installée sur un petit bateau, un peu comme à Belgrade traversée, elle, par le Danube. Le Dniestr fait aussi office de frontière entre la Moldavie et la république sécessionniste.





« Avant, le marché était un peu vieillot et pas très fonctionnel, mais si joli, raconte Ana, étudiante en photographie à Saint-Petersbourg qui déplore la rénovation récente de la place. On l'appelait le “marché vert” pour ses produits frais. Je me rappelle que ma grand-mère venait ici tous les jours à partir de quatre heures du matin pour y vendre les fruits et légumes de son jardin. »



Un peu à l'image de son marché, Tiraspol se modernise. Partout, des bâtiments massifs en béton sont en construction. La plupart d'entre eux, tout comme la rénovation du marché, sont financés par Sheriff, un conglomérat local qui détient le monopole sur l'économie de la région.

Nouvelle vie en Moldavie ?

Mihaela Rodina. Photo : Andreea Alexandru / Mediafax

Mi-novembre, la république de Moldavie s'est dotée d'un nouveau président, le socialiste Igor Dodon, qui a promis de tourner le pays vers la Russie et d'annuler l'accord d'association avec l'Union européenne.

Tiendra-t-il parole ? Le parcours européen de la Moldavie est-il menacé ?

Et quels ont été les ressorts de son élection ?

Après une campagne entre pro-Européens et pro-Russes, c'est Igor Dodon, le russophile, qui l'a emporté. Même si sa rivale Maia Sandu a obtenu un score remarquable – vu les moyens financiers limités dont elle a disposé et les attaques lancées par ses adversaires à son encontre –, les Moldaves ont voté majoritairement pour celui qui ne cache pas sa sympathie vis-à-vis de l'homme fort de Moscou, Vladimir Poutine.

Pour l'historien Armand Gosu, le choix de M. Dodon s'explique par un mélange de « *nostalgie envers l'Union soviétique et désillusion envers le parcours européen* » du pays, mais surtout par « *le désespoir, qui a atteint en Moldavie des sommets sans égal en Europe. (...) La population est déçue de voir que les progrès enregistrés par leur pays dans ses relations*

Derrière les blocs, le calme règne. Il y a des jeux pour enfants un peu rouillés, des garages en tôle grise, des boutiques au rez-de-chaussée des immeubles. On pourrait se croire dans certains quartiers de Bucarest ou Chişinău.

Territoire situé à l'est du fleuve Dniestr et à l'ouest de la frontière ukrainienne, la Transnistrie a connu un mouvement séparatiste intense à la fin des années 1980. Celui-ci a abouti à une déclaration d'indépendance le 2 septembre 1990 et à une guerre civile de deux ans qui s'est terminée par la signature d'un cessez-le-feu entre la république de Moldavie et la Russie, le 21 juillet 1992. La République moldave de Transnistrie (RMT), qui n'est pas reconnue au niveau international, est toujours officiellement sous le contrôle de Chişinău, tout en étant de facto indépendante. Elle a sa propre monnaie (le rouble transnistrien), son propre passeport et ses instances « démocratiques », un gouvernement, un président, un Parlement, etc... Selon la Cour européenne des droits de l'homme, le régime séparatiste de Tiraspol se trouve « *sous l'influence décisive de la Russie et survit grâce au soutien militaire, économique, financier et politique offert par celle-ci* ».

Depuis octobre 2005, l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) a initié des discussions en format « 5+2 » entre Tiraspol et Chişinău, l'OSCE, la Russie et l'Ukraine comme médiateurs, l'Union européenne et les États-Unis comme observateurs. Au bout de deux ans d'interruption, les négociations ont repris à Berlin, les 2 et 3 juin derniers, sous la présidence allemande de l'OSCE. Les conclusions de cette rencontre sont mitigées. Berlin a poussé la Moldavie à reconnaître les diplômes de l'université de Tiraspol ainsi que les plaques minéralogiques des véhicules transnistriens. Mais pour Chişinău, tout cela équivaut à la reconnaissance implicite de symboles « étatiques » de la Transnistrie. Certains experts moldaves se sont d'ailleurs plaints des pressions exercées par l'OSCE sur la Moldavie. De fait, les négociations piétinent et ce conflit gelé depuis plus de 25 ans s'enlise. Chişinău refuse de reconnaître l'indépendance de la Transnistrie, tandis que Tiraspol plaide pour son indépendance totale et, à terme, un rattachement à la Russie – bien que Moscou ne l'ait pas officiellement proposé. Les experts avancent qu'il existe « *un manque crucial de motivation des deux côtés* », et qu'après tant d'années, les parties prenantes se sont accommodées de la situation. À voir ce que réserveront les résultats de l'élection présidentielle organisée le 11 décembre – résultats non connus au bouclage de ce numéro.

APA NOVA

Ploieşti

Apa Nova Ploieşti,
première des sociétés
les plus performantes
dans son domaine d'activité
« Captage, traitement et
distribution de l'eau »

afaq

ISO 22000

Sécurité alimentaire

AFNOR CERTIFICATION

afaq

QSE

Qualité Sécurité Environnement

AFNOR CERTIFICATION

CERTIFIED

ISO Net

MANAGEMENT SYSTEM

Call Center disponible

24h/24 7j/7

0800 800 923

appel gratuit à partir du réseau Telekom România

0244 407 630

appel payant à partir des autres réseaux de téléphonie mobile et fixe

10 rue Bobâlna, 100 330 Ploieşti

www.apanova-ploiesti.ro

clienti.apanovaploiesti@veolia.com

VEOLIA

78 Hors frontières REGARD



Igor Dodon

avec l'Union européenne ne se soient pas traduits par une hausse du niveau de vie, ce pays demeurant le plus pauvre d'Europe ». Selon une étude de la Banque mondiale, 41% des Moldaves vivent avec à peine 5 dollars par jour. « Après sept ans de parcours européen, la Moldavie est au bord de l'effondrement, rongée par la corruption, aux institutions hautement politisées, et dont des milliers de personnes émigrent tous les mois », rappelle M. Gosu.

Selon Nicu Popescu, analyste à l'Institut des études de sécurité de l'Union européenne, la victoire d'Igor Dodon n'est pas une surprise : « Depuis environ trois ans, la popularité des forces de gauche est en hausse », dit-il dans un entretien pour le site Contributors. Pendant la campagne, Igor Dodon, ancien ministre de l'Économie, a notamment promis de dénoncer l'accord d'association avec l'UE – ou au moins son volet économique – signé par Chișinău il y a deux ans, et d'intégrer la Moldavie dans l'Union douanière formée de la Russie, la Biélorussie et le Kazakhstan. « La signature de cet accord a été une énorme erreur. Les indicateurs économiques montrent que la Moldavie en a pâti ; elle a perdu le marché russe sans gagner accès au marché européen », a récemment déclaré M. Dodon aux médias russes. Bien que selon des chiffres officiels, les exportations de produits moldaves ont fortement progressé, s'élevant à 2 milliards d'euros ces deux dernières années, soit plus de 60% du total.

Quoi qu'il en soit, le nouveau président admet qu'il ne dispose pas des leviers pour annuler cet accord. « Mais je vais convoquer un référendum pour que les Moldaves se prononcent sur cette question », soutient-il. Et d'assurer qu'il gardera sa neutralité. Les experts estiment pour leur part que sans une majorité claire au Parlement, sa marge de manœuvre sera réduite, ses pouvoirs étant limités. « Le vrai changement de pouvoir

devrait intervenir dans deux ans, lors des prochaines élections législatives », que les socialistes de M. Dodon pourraient remporter, souligne M. Popescu.

L'analyste Iulian Chifu est en partie du même avis : « Une réorientation stratégique de la Moldavie n'est pas possible tant que le président devra composer avec un parlement et un gouvernement majoritairement pro-européens. » C'est d'ailleurs la raison pour laquelle Igor Dodon a déjà évoqué son souhait d'organiser des élections anticipées. Mais le choix ne sera pas simple, car si la Moldavie renonçait à l'accord avec l'UE, elle perdrait les avantages qui en découlent, y compris la possibilité pour ses citoyens de voyager dans l'UE sans visa. Cela représenterait un coup dur pour un pays qui survit essentiellement grâce à l'argent envoyé par les Moldaves travaillant à l'étranger – environ un million, soit un tiers de la population.

La population est déçue de voir que les progrès enregistrés par leur pays dans ses relations avec l'Union européenne ne se soient pas traduits par une hausse du niveau de vie. »

En outre, ajoute Armand Gosu, « il est improbable que la Moldavie rejoigne l'union douanière euro-asiatique, qui est une fiction et ne fonctionne que sur le papier ». Et le nouveau président n'est pas naïf ; Moscou ne va pas l'aider dès lors que la Russie, elle-même en proie à une crise économique, a du mal à soutenir la petite république séparatiste de Transnistrie, dix fois plus petite que la Moldavie (voir le reportage sur Tiraspol, page 68).

« Je ne crois pas que Dodon veuille risquer de perdre les avantages liés à l'association avec l'UE », assure Nicu Popescu. Même si la Russie devrait lever certaines restrictions et sanctions visant les marchandises moldaves, son marché est trois fois plus petit que le marché européen. « Un retrait de cet accord équivaldrait pour Dodon à un suicide économique », ajoute M. Popescu, estimant que ce dernier tentera probablement d'en renégocier les termes. Le scénario le plus probable : Igor Dodon pourrait freiner les démarches visant une intégration dans l'UE sans toutefois changer de cap à 180 degrés.

Son élection a par ailleurs suscité des questions sur l'attachement des Moldaves à la voie européenne de leur pays. Ces dernières années, la crédibilité du bloc européen a chuté de 70%, à moins de 50%. Selon le représentant de l'UE à Chișinău Pirkka Tapiola, cela s'explique par le désenchantement suscité par des gouvernements successifs qui se sont targués d'être pro-européens mais n'ont pas tenu leurs promesses en termes de réformes et de lutte contre la corruption.

Dans ces conditions, l'UE dispose-t-elle de moyens pour changer la donne ? Selon Armand Gosu, il est un peu tard, Bruxelles « aurait dû surveiller de plus près les développements politiques en Moldavie » avant que la situation ne se dégrade... « Après la découverte, l'année dernière, de la disparition d'un milliard de dollars des comptes de trois grandes banques, la scène politique est entrée dans une impasse dramatique, la monnaie nationale s'est fortement dévaluée, le produit intérieur brut s'est effondré, de même que la confiance dans la classe politique. » La réaction de Bruxelles face à cette dégringolade ? « Zéro, s'insurge M. Gosu. L'attitude européenne a renforcé pour une majorité des Moldaves le sentiment que l'Occident a abandonné leur pays aux mains des oligarques. S'étant sentis trahis, ils se sont orientés vers la Russie. »

Bucarest devra de son côté avancer prudemment dans ses relations avec Chișinău. Le nouveau président a déjà évoqué parmi ses priorités la mise hors la loi des unionistes, la désignation du moldave comme langue officielle (en remplacement du roumain), et la substitution de l'histoire de la Roumanie par celle de la Moldavie dans les écoles.

« La Roumanie doit s'engager au maximum en faveur de la Moldavie, Dodon va probablement lancer des attaques verbales à son encontre sans toutefois qu'on revienne

au niveau de propagande anti-roumaine du temps de l'ancien président communiste Vladimir Voronine », affirme Nicu Popescu.

Pour Armand Gosu, Bucarest devrait éviter les polémiques inutiles avec Igor Dodon et coordonner son aide avec celle versée par l'UE et le Fonds monétaire international, tout en exigeant certaines garanties... « Tout prêt devrait être conditionné à la mise en place de réformes, notamment dans la justice, la lutte contre la corruption et la dépolitisation des institutions. »





FRANCE
MÉDIAS
MONDE

NICOLAS DON
**EN FRANÇAIS
S'IL VOUS PLAÎT**

VINERI 19:15

București 93.5 FM ■ Iași 97.9 FM
Craiova 94 FM ■ Sibiu 89 FM ■ Cluj-Napoca 91.7 FM
Timișoara 96.9 FM ■ Chișinău 107.3 FM

Disponibil pe internet
și aplicație smartphone – rfi.ro



Hors frontières

Chemins d'Hongrois

Rythmée par les affrontements entre le Fidesz, le parti au pouvoir, et le Jobbik, le parti d'extrême droite, la scène politique hongroise est décidément très à droite. L'opposition est muselée, comme le montre la fermeture récente du quotidien de gauche *Népszabadság*. Régulièrement pointé du doigt pour ses positions conservatrices, Viktor Orbán, Premier ministre du pays depuis 2010, cultive l'isolement. Le leader du Fidesz a aussi fait de la rhétorique chrétienne un instrument de pouvoir. Même si elle est à la peine, concurrencée sur tous les terrains par d'autres tendances.

Benjamin Ribout,
envoyé spécial à Budapest.

Photo : Alexandru Dobre / Mediafax



Depuis plus de 1 000 ans, le christianisme est majoritaire en Hongrie. Près de 75% des croyants sont liés soit à l'Église catholique (environ 54%), soit au protestantisme (16% pour l'Église réformée, et 4% pour les Luthériens). Pourtant, la société hongroise est en pleine « déchristianisation ». Les derniers recensements attestent d'une forte baisse des religions majoritaires. Les sans confessions augmentent (16,7% de la population), tandis qu'est apparue une nouvelle catégorie, celle des athées-déclarés (1,5%). Sans compter 2,6 millions de personnes (27,2%) qui refusent de révéler leur appartenance confessionnelle.

Attila Jakab est docteur en histoire du christianisme à l'université de Strasbourg. Il travaille actuellement sur l'anti-sémitisme ecclésiastique entre les deux Guerres mondiales. « Plus de 45% de la population hongroise a pris ses distances

avec les institutions religieuses, c'est une société en crise, semi-païenne, matérialiste et individualiste. » Pour le spécialiste, le rapport entre le pouvoir et les institutions religieuses n'est que la continuité de ce qui a toujours eu cours dans le pays. « Les relations entre l'Église et l'État sont de type byzantino-balkanique. Nous n'avons pas, comme en Occident, de rapport de force entre l'Église et le pouvoir politique. Le gouvernement se sert des Églises qui, de par leur passivité, ne représentent aucun contre-pouvoir moral ou intellectuel. La crise des migrants l'illustre parfaitement, elle a constitué un paravent pour éviter de parler des vrais problèmes sociaux. Le Fidesz est connu pour favoriser les milieux aisés, il baisse actuellement les impôts sur le profit et personne n'y trouve à redire. Le christianisme est mis en avant pour masquer un néo-libéralisme décomplexé, mais cette rhétorique chrétienne est vide. »

Bien que délaissées par les fidèles, les Églises chrétiennes sont largement soutenues par l'État, il est cependant difficile de savoir combien d'argent le pays leur verse. *« Il y a des financements directs depuis l'accord de 1996 entre le Vatican et l'ancien gouvernement socialiste. C'est d'ailleurs le pêché originel du système politique hongrois, explique Attila Jakab. Aujourd'hui, toutes sortes de projets menés par les institutions ecclésiastiques sont financés par l'État, mais personne ne semble les remettre en cause. »* Déjà, en 1964, un accord entre le leader communiste János Kádár et le Vatican avait été conclu afin d'institutionnaliser un *modus vivendi* entre le pouvoir et les Églises. De leur côté, les démocrates chrétiens, alliés du gouvernement, légitiment aux yeux de l'Europe cette collaboration bien enracinée.

Au quotidien, c'est plutôt le paganisme qui se pratique. Les gens croient en tout et n'importe quoi, et ils ont aussi peur de tout et n'importe quoi. »

Près d'une quarantaine d'Églises sont directement subventionnées par l'État hongrois. Par exemple, au sein de la communauté juive, croissante depuis 1990 – l'école rabbinique est notamment réputée pour son excellence –, les ultra-orthodoxes ainsi que les communautés historiques sont officiellement reconnues, mises à part deux communautés à tendance libérale, dont l'une a une femme à sa tête. Ces Églises validées par l'État ont repris beaucoup d'écoles, et la tendance se poursuit. L'enseignement de la catéchèse y est obligatoire. D'un côté, cela a permis de sauver des écoles en milieu rural. De l'autre, les crispations se sont exacerbées ; les tatouages ou piercings sont interdits dans ce type d'école. Et les professeurs déclarant ne pas être croyants ont été licenciés, perdant même leur statut de fonctionnaire.

Jusqu'en 2011, près de 200 communautés religieuses étaient reconnues par les tribunaux hongrois. Puis une loi a redistribué les cartes, officiellement pour mettre un frein au phénomène des Églises « à but lucratif ». Ces Églises non reconnues fonctionnent comme des sociétés, et ont souvent pignon sur rue, à l'image de la Scientologie qui a récemment inauguré à Budapest son rutilant siège pour l'Europe centrale et orientale, en plein cœur de la capitale. Elles ne peuvent cependant pas dispenser de cours dans les écoles.

Beaucoup de Hongrois ont migré vers ces sociétés religieuses plus marginales. *« La Hongrie est un pays sécularisé et semi-païen. Elle est donc rapidement devenue un terrain de mission pour toutes sortes de courants. Par semi-païen, comprenez que les Hongrois ne connaissent pas en profondeur le christianisme ; au quotidien, c'est plutôt le paganisme qui se pratique. Les gens croient en tout et n'importe quoi, et ils ont aussi peur de tout et n'importe quoi »*, considère Attila Jakab.

Le Jobbik est actuellement l'un des partis d'extrême droite les plus populaires d'Europe, avec entre 15 et 20% d'opinions favorables en Hongrie. Si sa rhétorique chrétienne s'inscrit dans une tradition anti-juive, le Jobbik a aussi été associé ces dernières années à un discours syncrétique païen, ceci afin notamment de se différencier du Fidesz. Ce discours se fonde sur les origines mythiques du peuple hongrois, dont peu de choses demeurent connues, et emprunte les méthodes du chamanisme de Sibérie et d'Asie centrale.

Un passé fantasmé

Hopál Mihály est ethnologue, membre de l'Académie des sciences hongroises. Il est l'un des spécialistes de référence du chamanisme. Depuis plus de 40 ans, ses études l'ont mené en Sibérie, en Chine ou en Amérique du sud. Pour lui, les anciennes croyances ont perduré en Hongrie, et le retour en force du chamanisme ne l'étonne guère. *« Après le communisme, les jeunes n'ont plus du tout été attirés par les religions traditionnelles. Par contre, ils ont été séduits par les anciennes croyances païennes, devenues libres. Le phénomène participe d'un désir de liberté et de contre-culture. Baladez-vous dans la campagne et vous verrez un grand nombre de mémoriaux où ont lieu des rituels chamaniques. »*

Les événements aux accents « New Age » sont effectivement courants dans la campagne hongroise. Certains rassemblent des dizaines de milliers de personnes dans des communes dont le nom est parfois écrit en proto-hongrois. On y mange « organique », et on y retrouve costumes traditionnels, chevaux, aigles, tambours, et autres symboles païens ravivés par un folklore d'Asie centrale. Dans le village de Bugac, au sud du pays, un important festival rassemble chaque année des peuples d'Asie centrale touchés par l'héritage culturel d'Attila, roi des Huns au 5ème siècle. Hopál Mihály reprend : *« Pour une partie de la classe moyenne, ces rencontres sont à la fois un moyen de se recharger spirituellement et une réponse identitaire au néo-libéralisme. Les gens s'habillent de la même façon que leurs ancêtres, en ville aussi lors d'événements organisés. Pour eux, le chamanisme et ces traditions ancestrales sont liés à leurs racines. »*

Si les modes « verte » et « néo-hippie » sont dans l'air du temps dans d'autres pays, en Hongrie leur résonance est particulièrement forte. Le Jobbik n'a d'ailleurs pas manqué d'utiliser cette symbolique sur les origines mythifiées du peuple hongrois. Pour Hopál Mihály, *« cela flatte l'égo de se dire qu'on a des cousins kazakhs et qu'Attila a été leur chef. Les gens ont sans doute besoin de ça »*.

Il n'est donc pas surprenant que malgré leur accointance avec le pouvoir, l'inquiétude monte au sein des Églises traditionnelles. Attila Jakkab conclut : *« Ces mouvements païens ont bien repris chez nous, alors que la christianisation forcée avait détruit les traditions orales il y a longtemps. Ils s'appuient sur la frustration d'une partie de la population qui cherche du sens et de l'évasion dans un passé fantasmé. »*

Le 13 novembre dernier, le second tour de l'élection présidentielle en Bulgarie a confirmé la victoire de Roumen Radev, le candidat pro-russe, avec près de 60% des voix. Tournant ou sanction du gouvernement en place ? Le politologue Evgenii Dainov donne son analyse.

Au cœur des voix bulgares

Propos recueillis par Dimitri Dubuisson
Photo : D.D.

Regard : La plupart des médias occidentaux ont interprété les résultats de l'élection présidentielle bulgare comme un tournant pro-russe. Qu'en pensez-vous ?

Evgenii Dainov : Je crois qu'ils ont réagi de manière superficielle. Certes, le BSP (ancien parti communiste, ndlr), qui a regagné la présidence grâce à Roumen Radev, candidat indépendant mais officiellement soutenu et présenté par les socialistes, est effectivement pro-russe. Et le nouveau président élu a affirmé qu'il était nécessaire de rééquilibrer les relations entre Sofia et Moscou. Mais M. Radev a été formé par l'US air force et n'a eu cesse de se décrire comme ancien commandant des forces aériennes de l'Otan. Bien entendu, nous ne pourrions vérifier sa géopolitique qu'après un certain temps – à noter que la Bulgarie est un régime parlementaire, le rôle du président est surtout protocolaire et son changement n'implique pas de modifier l'exécutif, ndlr.

Actuellement, comment se positionne la Bulgarie par rapport à l'Europe de l'Ouest et la Russie ?



La Bulgarie est dans l'Union européenne depuis 2007 et a donc des relations très développées avec ses partenaires européens – Sofia accueillera d'ailleurs la présidence tournante du Conseil européen de janvier à juin, ndlr. D'un autre côté, il existe des pressions pour qu'elle se rapproche de la Russie. C'est notamment l'objectif du parti Front patriotique, tant au niveau politique qu'économique. Ceci dit, entre l'UE et la Russie, la Bulgarie reste davantage tournée vers Bruxelles, la plupart des partis politiques bulgares sont pro-européens. Seul le parti d'extrême droite Ataka milite pour une sortie de l'Union.

Alors comment analyser les résultats de la présidentielle ?

Il s'agit d'abord d'une large défaite (36,17% des suffrages, ndlr) pour Tsetska Tsatchéva, présidente du Parlement et candidate du parti au pouvoir (le Gerb, Citoyens pour le développement européen de la Bulgarie, centre droit, ndlr). Ce parti, celui du Premier ministre Boiko Borissov, s'est mis à dos les Bulgares de l'intérieur du pays, des villages et petites villes, là où se trouvent la plupart des électeurs. M. Borissov a d'ailleurs



La Francophonie contribue à un monde plus juste en favorisant le dialogue entre les 5 continents

274 millions de locuteurs dans le monde.
125 millions d'apprenants chaque année.
60% des francophones ont moins de 30 ans.

Le français est une chance
francophonie.org

ORGANISATION INTERNATIONALE DE la francophonie

Journée internationale des langues maternelles. Lors d'une manifestation culturelle à Paris, 2014 © J.F.

Hors frontières

dû démissionner, ayant perdu la majorité au Parlement. Ce désamour vient des pratiques de corruption, de prise de contrôle opaque d'entreprises, d'arrogance et de brutalité du parti au pouvoir. Il a fait fermer des sociétés, renvoyé des personnes pour raison politique, et faussé des appels d'offres publics pendant trop longtemps. Le peuple a donc réagi contre le Gerb à la première occasion. Lors des prochaines élections parlementaires (en 2018, ndlr), les votes anti-Gerb pourraient même augmenter.

Que doit-on penser de l'implication du Comité national d'initiative pour le référendum, composé de personnes non issues de partis politiques, qui est à l'origine de l'initiative en faveur du vote obligatoire ?

Qu'un personnage de la télévision, l'animateur Slavi Trifonov, agisse comme un politicien n'est pas une bonne chose si on se réfère aux expériences passées. Et le type de système électoral que ces individus ont proposé ne convient pas à la Bulgarie (majoritaire au lieu de proportionnel, ndlr). Mais il est soutenu par les grands partis car ils pensent que c'est un bon moyen de compenser leur baisse de popularité.

Quel a été l'impact du vote obligatoire, en vigueur pour la première fois lors de l'élection récente ?

Ce qui est « obligatoire » en Bulgarie n'a pas vraiment de sens s'il n'y a pas de sanctions. Il y avait bien des rumeurs d'une amende de 25 euros en cas d'absentéisme, mais elle n'a pas été appliquée. Si davantage de personnes ont voté, plus de gens ont aussi eu un vote de sanction envers le gouvernement.

Qu'en est-il de la communauté turque (représentant 8% de la population bulgare, ndlr), qui soutient-elle ?

Les voix des Turcs sont désormais très divisées, et ce après des années d'unité. Aujourd'hui, le vote pour le MDL (Mouvement des droits et des libertés, parti représentant la minorité turque, ndlr) ne rassemble plus qu'un tiers de cette communauté ; il réunissait les deux tiers il y a dix ans. Lors de la présidentielle, les Turcs ont voté soit pour le Gerb, soit pour les socialistes. Mais les voix du MDL se sont majoritairement tournées vers le nouveau président. Quoi qu'il en soit, pour qu'ils jouent un rôle lors des prochaines élections parlementaires, il faudrait que les Turcs parviennent de nouveau à s'unir, c'est loin d'être le cas actuellement.



"Avec Groupama, je suis sûr de tenir mes promesses. Parce qu'eux, leurs promesses, ils les tiennent."

Occupe-toi de ce qui compte vraiment

Les avantages des assurances Groupama

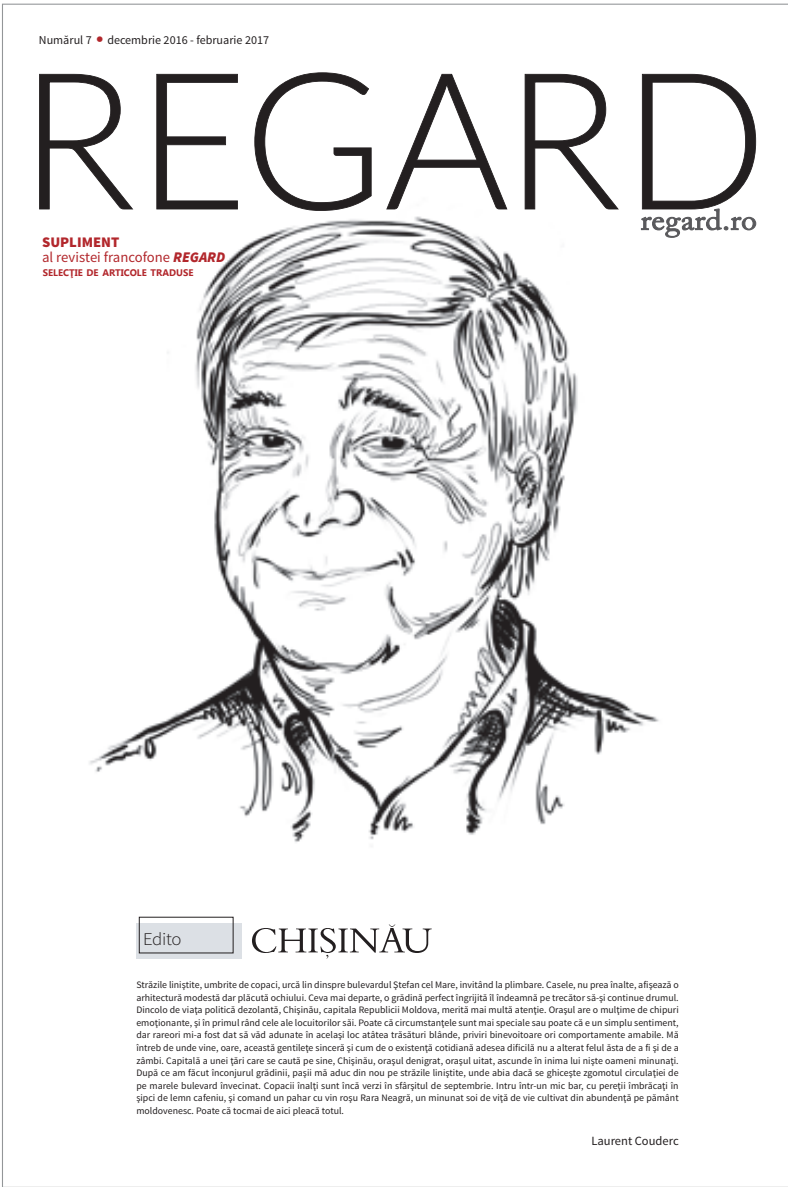
Habitation: paiement du sinistre en 72 heures
Santé: prévention, diagnostic, soins

Casco: assistance routière en moins d'une heure
Centre d'appels: attente de 30 secondes maximum

Les détails concernant les avantages de Groupama et les conditions dans lesquelles vous pouvez en bénéficier sont disponibles sur www.groupama.ro/colectie-de-avantaje

Asigurăm tot ce contează pentru tine.
Ală Groupama: 0374 110 110 www.groupama.ro

Groupama
Asigurări



Couverture du numéro 7 de notre supplément en roumain, sorti début décembre (1 200 exemplaires sur papier recyclé / 28,5 cm sur 42,5 cm / 8 pages). L.C.

Abonnez-vous dès maintenant à **REGARD**

Abonnement pour 12 mois (4 numéros) 70 RON en Roumanie (35 euros à l'étranger)	Abonnement pour 24 mois (8 numéros) 130 RON en Roumanie (65 euros à l'étranger)	Abonnement numérique Gratuit via l'abonnement papier
---	--	--

en ligne : catalina@regard.ro, www.regard.ro / par téléphone : + (4) 0742 204 402

Rédacteur en chef
Laurent Couderc

Secrétaire générale
Jacqueline Laye

Secrétaire de rédaction
Cătălina Kahn

Ont participé à la rédaction de ce numéro

Mihai Barbu
Julia Beurq
Carmen Constantin
Nicolas Don
Dimitri Dubuisson
Aline Fontaine
Matei Martin
Andrei Moldovan
Benjamin Ribout
Mihaela Rodina
Isabelle Wesselingh

Maquette
Q-T-RAZ

Agences, photos et illustrations
Mihai Barbu
Julia Beurq
Georgian Constantin
Philippe Cortes
Dimitri Dubuisson
Aline Fontaine
Virgil Mlesniță
Corina Eredenta Moldovan-Florea
Mediafax

Imprimerie
Imprimeria Arta Grafică

Web master
Marius Weber

REGARD remercie ses partenaires



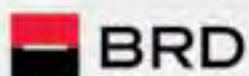


GLOBAL FINANCE:

« Best Trade Finance Bank in Romania »
2016

UNE RAISON DE PLUS DE CROIRE
A LA CROISSANCE DE VOS AFFAIRES

TA BANQUE. TON EQUIPE



GRUPE SOCIETE GENERALE

www.brd.ro 